

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1946

RÉUNION DU 24 JUILLET 1946.

Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner les budgets des Pensions pour les exercices 1945 et 1946.

(Voir les nos 4-III, 206, 255 (session de 1944-1945), 4-III (session de 1945-1946), 92 (session extraordinaire de 1946) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 6 et 13 juin 1946; n° 47 du Sénat (session extraordinaire de 1946)).

Présents : MM. VAN OVERBERGH, président; ALLEWAERT, DE BRUYNE (V.), DE CLERCQ, le B^{on} DE DORLODOT, DELMOTTE, DE SMET (P.), DIERCKX, HARMEGNIES, LOGEN, MULLIE, RONVAUX, SCHOT, TAILLARD, VAN LAEYS, VAN STEENBERGE, VERMEYLEN et A. DOUTREPONT, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le budget des Pensions pour 1945 s'élève à 4,364,941,488 francs contre 2,352,172,330 francs en 1940, dernier budget régulièrement voté par la législature, soit une augmentation de plus de deux milliards de francs. Cette aggravation de charges provient, en ordre principal, des dépenses ci-après :

	1940	1945
1 ^o Contribution de l'Etat dans les dépenses résultant de l'exécution de la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs fr.	166,000,000	660,000,000
2 ^o Contribution de l'Etat dans la constitution des rentes de vieillesse et des rentes de veuves	49,000,000	73,740,000
3 ^o Allocation au Fonds de Dotation pour les pensions de guerre, les majorations de rentes de vieillesse et de veuves et les allocations d'orphelins en vue de l'exécution de l'article 6 de l'arrêté royal n° 16 du 22 juillet 1939	—	293,000,000
4 ^o Indemnités tenant lieu de pensions, allocations, secours à certains militaires, frais de commissions de pensions militaires, etc.	5,324,350	14,256,250
5 ^o Pensions civiles diverses.	463,667,000	805,726,015

6° Subventions au Fonds de Dotation pour les pensions de guerre, les majorations de rentes de vieillesse et de veuves et les allocations d'orphelins pour le service des pensions, rentes et allocations autres que celles dont le financement est mis à sa charge par l'article 25 A de l'arrêté royal n° 16 du 29 juillet 1939	454,900,000	961,570,000
7° Dépenses résultant de la guerre de 1940 et allocations aux grands invalides de la guerre 1914-1918 et 1945 (arrêté du 15 juin 1945)	—	369,500,000
Fr.	1,138,891,350	3,177,792,265

Charges en moins :

Dotation annuelle au Fonds de Dotation (art. 3b de l'arrêté royal n° 16 du 29 juillet 1939. fr.	211,000,000	181,000,000
Total. . fr.	1,349,891,350	3,358,792,265

soit une charge en plus de près de deux milliards neuf millions.

Si l'on compare le budget de 1946 à celui de 1945, on relève une augmentation de 102,430,830 francs.

Crédits sollicités pour 1946. . . . fr.	4,467,372,318
Crédits sollicités pour 1945.	4,364,941,488
	102,430,830

Cette augmentation provient en ordre principal de :

	1945	1946
1° Contribution de l'Etat dans les dépenses résultant de l'exécution de la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs	660,000,000	680,000,000
2° Allocation au Fonds de Dotation pour les pensions de guerre, les majorations de rentes de vieillesse et de veuves et les allocations d'orphelins en vue de l'exécution de l'article 6 de l'arrêté royal n° 16 du 22 juillet 1939.	293,000,000	350,000,000
3° Indemnités tenant lieu de pension, allocations, secours à certains militaires, frais des commissions de pensions militaires, etc.	14,256,250	15,590,000
4° Pensions civiles diverses.	805,726,015	809,973,390

5° Dépenses résultant de la guerre de 1940 et allocations aux grands invalides de la guerre 1914-1918 (arrêté du 15 juin 1945)	369,500,000	397,000,000
Fr.	2,142,482,265	2,252,563,390
Charges en moins :		
1° Contribution de l'Etat dans la constitution des rentes de vieillesse et des rentes de veuves fr.	73,740,000	70,000,000
2° Subventions au Fonds de Dotation pour les pensions de guerre, les majorations de rentes de vieillesse et de veuves et les allocations d'orphelins pour le Service des Pensions, rentes et allocations autres que celles dont le financement est mis à sa charge par l'article 2, § A, de l'arrêté royal n° 16 du 22 juillet 1939.	961,570,000	958,530,000
Fr.	3,177,792,265	3,281,093,390

La présentation du Budget.

Le budget des pensions est présenté sous la même forme désordonnée et compliquée que les autres budgets. Il n'y a pas de vue d'ensemble et il est impossible, même après examen détaillé du document, de se former une idée exacte au sujet de la portée réelle et de la destination des dépenses y inscrites.

Au lieu de grouper les crédits par nature de pensions, le budget est établi par Département d'origine. On donne ainsi, par une répétition inutile de libellés et en y consacrant plusieurs articles, une importance hors proportion à des dépenses minimes.

A titre d'exemple, nous citons les articles 1, 3, 6, 9, 11, 25, 27, 32, 33, 34, relatifs aux « subsides à la caisse des ouvriers des Postes, Télégraphes et Téléphones » pour un montant total de 6,147,045 francs; les articles 2, 4, 5, 7, 8, 10 et 19 qui, pour une dépense de 881,728 francs, concernent des pensions et rentes individuelles, alors qu'il n'existe nulle trace des centaines de milliers de bénéficiaires des pensions et rentes diverses. Nous découvrons même aux articles 21, 22 et 31 une dépense de 2,605,000 francs de frais divers, alors que les frais, étant des dépenses administratives ordinaires, devraient figurer au budget des Finances au même titre que les frais de gestion et de fonctionnement de la Caisse Nationale des Pensions (art. 53 du budget de 1945).

Bref, il y a lieu de remédier à une présentation aussi défectueuse du budget en adoptant une forme plus claire, plus simple, plus synthétique.

Votre rapporteur suggère de condenser les crédits actuellement échelonnés sur 39 articles en sept articles, de transférer à l'avenir au budget des Finances les crédits de dépenses administratives et de présenter les crédits sollicités de manière que l'on puisse se rendre compte aisément de l'importance des dépenses qu'exigent les différents groupes de pensions, de rentes et d'allocations.

Sous cette forme simplifiée, le budget de 1945 se présenterait comme suit :

ART. 1 ^{er} . — Pensions de Pré- voyance sociale	{ de vieillesse fr. 938,199,700 ouvriers min. . 660,000,000	
		1,598,199,700
ART. 2. — Allocations militaires, secours, etc.		10,308,000
ART. 3. — Somme à mettre à la disposition de la Caisse Nationale des pensions de la guerre		1,571,570,000
ART. 4. — Pensions civiles		805,730,015
ART. 5. — Pensions et rentes diverses.		881,728
ART. 6. — Subsidés à la Caisse des ouvriers des P.T.T.		6,147,045
ART. 7. — Dépenses résultant de la guerre 1940-1945.		369,500,000
ART. 8. — Frais divers		2,605,000
Total du budget. . fr.		4,364,941,488
		=====

Donc, en exceptant les frais divers, tout le budget ne comporterait que sept articles. Les dépenses pourront être développées en détail à la suite des articles comme cela se fait d'ailleurs actuellement. A titre d'exemple, au lieu d'être dispersés dans toutes les pages du budget, répété inutilement sous onze libellés, l'article 6 se présenterait comme suit :

ART. 6. — *Subside à la Caisse des ouvriers des Postes, Télégraphes et Téléphones :*

Ministère de la Justice.	fr.	10,000
Ministère de la Santé Publique		87,500
Ministère de l'Instruction Publique		13,520
Ministère des Travaux Publics		650,000
Ministère des Affaires Economiques.		10,000
Ministère de la Défense Nationale		1,348,250
Ministère des Finances.		132,600
Ministère des Communications		3,895,175
Fr.		6,147,045
		=====

Comme pour les autres budgets, votre Commission suggère de supprimer la première partie du projet de budget et de la remplacer par un tableau synoptique des pensions, mentionnant le nombre de bénéficiaires des pensions et rentes; comprenant les dépenses réelles du dernier exercice clos et arrêté; les crédits accordés pour l'exercice suivant et ceux sollicités pour le budget en discussion; tableau qui permettrait de se rendre compte de l'importance des dépenses effectuées et des crédits sollicités pour chaque catégorie de pensions, du nombre de personnes qui émargent au budget des pensions; de l'intervention de l'Etat et des versements effectués par les intéressés pour la constitution des pensions de prévoyance sociale.

Le tableau que nous faisons suivre, répond à cette préoccupation et permet de se rendre compte aisément de toutes les charges des pensions.

4 a (Fr.)

E.O. 1946

N° 60 (Fr.)

Tableau synoptique des pensions

Cfr. 35 mm.

1 plan

Quelques réflexions à propos du tableau synoptique.

Les chiffres figurant au tableau synoptique ont été fournis, à la demande de votre rapporteur, par les différents services chargés de la liquidation des pensions; ils correspondent donc à la réalité.

A l'effet de se rendre compte de la différence existant actuellement avec la situation de 1940, nous avons estimé utile d'insérer dans le tableau les données relatives à 1940.

De ce tableau, il appert que les bénéficiaires des rentes et pensions sont au nombre de 952,033, soit à peu près le huitième de la population.

Il est cependant à remarquer que plusieurs rentes et pensions sont cumulées. Il en est ainsi spécialement pour les pensions de guerre. En effet, un nombre important de pensions civiles et militaires, voire de prévoyance sociale, sont cumulées avec la rente de chevrons de front, très souvent avec la pension invalidité et de rentes afférentes aux ordres nationaux. En règle générale, les invalides de la guerre 1914-1918 bénéficient également de la rente de chevrons de front.

Si le nombre de bénéficiaires des rentes de chevrons de front est en augmentation de 23,464 unités, il est à constater que le nombre d'invalides de la guerre 1914-1918 est en diminution de 6,152, les pensions aux ascendants, celles aux victimes civiles de la guerre 1914-1918 sont également en diminution respectivement de 3,581 et de 3,999.

Sans doute, le nombre de 7,040 invalides de la guerre 1940-1945 augmentera encore, mais il est indéniable que la mortalité sévit fortement parmi les invalides de la guerre 1914-1918.

D'autre part, la période 1946-1947 marquera le point culminant pour la rente des chevrons de front.

Nous pouvons en conclure qu'à partir de 1947, les dépenses relatives aux pensions de guerre 1914-1918 seront dégressives d'année en année.

Le nombre des pensions de vieillesse en 1945 est, comparativement à 1940, en diminution de 35,351, alors que, suivant les calculs approximatifs du service intéressé, les bénéficiaires des rentes de veuves et orphelins sont en augmentation de 31,808.

De l'examen du tableau, il appert également que les crédits sollicités pour 1946, seront, comparativement aux dépenses réelles effectuées en 1945, insuffisants. La question se pose de savoir pour quelle raison le Ministre compétent n'a pas, jusqu'ici, introduit les amendements tendant à régulariser cette situation. Faut-il en conclure qu'il estime plus expéditif de recourir à l'expédient des crédits supplémentaires. ?

Il s'agit en l'occurrence d'une méthode à condamner au point de vue de la régularité des travaux parlementaires.

CHARGES GÉNÉRALES DES PENSIONS.

En 1931, les crédits pour les pensions s'élevaient à 2,165,000,000 de francs, ce qui représentait 28 1/2 % du total des impôts perçus par l'Etat.

En 1940, les pensions absorbaient une somme de 2,352,172,350 francs, soit 23 % du montant des impôts.

En 1945, les dépenses réelles, en y comprenant les versements effectués par les employeurs, employés et ouvriers, de même que par les patrons miniers et les ouvriers mineurs et par les agents de l'Etat pour la constitution de la pension des veuves et orphelins, ont été de l'ordre de 5.201,918,735 francs.

Suivant les prévisions en matière de recettes, on peut évaluer les dépenses en pensions à 21 % du montant des recettes.

Nous pouvons en déduire que la charge des pensions ne s'est pas aggravée au regard de celle de 1931. Il est vrai que ce fait est dû principalement au fonctionnement du Fonds de Dotation, mais il est à noter aussi que ce Fonds amortit les charges en trente-cinq ans, ce qui ne constitue pas une durée exagérée.

Commentaires sur les différentes charges des pensions.

PENSIONS CIVILES.

Dès 1844, les Ministres des Finances successifs se sont plaints de l'élévation des charges que ces pensions imposent au Trésor public. En 1940, votre rapporteur a montré combien le système est compliqué et combien il a été alourdi par l'intervention de multiples mesures administratives qui, d'ailleurs, ont été ratifiées dans la suite par les Chambres législatives, nonobstant les observations justifiées de la Cour des Comptes.

Nous rappelons également le vœu réitéré de la Commission des Finances d'examiner la réforme du régime des pensions civiles allouées aux fonctionnaires, au personnel enseignant, à la magistrature et au clergé, de même que celui qui règle l'octroi des retraites militaires.

Enfin, nous rappelons aussi le rapport déposé en 1939 par M. François, Commissaire royal aux pensions.

En raison des événements de guerre, il convient de le reconnaître, la question de la coordination et de la simplification des pensions n'a plus fait un pas depuis lors.

En tout état de cause, les événements qui se sont produits depuis 1939 et la situation que nous connaissons à l'heure actuelle ne sont pas de nature à favoriser l'adoption de la solution préconisée par M. François, à savoir la création d'une caisse unique, autonome, basée sur le système de la capitalisation. Un seul argument que nous estimons péremptoire : si le Parlement s'était laissé guider par M. François, nous nous trouverions devant cette alternative : ou laisser les pensionnés dans la plus grande misère, ou intervenir à coups de centaines de millions en raison de l'insuffisance des ressources de la caisse.

Tous les adversaires du système du Commissaire royal aux pensions l'avaient prévu; nous avons dû éprouver trop vite le bien-fondé des craintes que nous avons exprimées dans notre rapport concernant le budget des pensions de 1940.

Mais ce système écarté, le problème reste cependant entier. Il est urgent de remettre à l'étude la question de la coordination et de la simplification du régime des pensions civiles.

Une Commission d'étude pourrait être créée au sein de laquelle siègeraient des délégués du Gouvernement, des spécialistes en la matière et des délégués des organisations syndicales du personnel intéressé.

Cette Commission pourrait rechercher si le régime actuel — traitement différé — doit rester en vigueur ou s'il doit être remplacé par un système sous l'application duquel les agents doivent intervenir dans le coût de leur pension.

Quoiqu'il en soit, un régime compliqué à l'excès comme celui en vigueur actuellement ne peut perdurer.

Le tableau que nous faisons suivre donnant le nombre de pensions octroyées de 1940 à 1945 inclus avec l'indication du nombre de pensions octroyées à l'ancienneté et celui des pensions accordées avant l'âge normal de la retraite, pour raisons d'infirmités, montre à suffisance qu'en ce domaine il existe des abus intolérables.

Nous aurions voulu être renseigné sur le nombre de ces dernières pensions octroyées d'une part aux agents masculins, d'autre part aux agents féminins.

Hélas ! les statistiques du service des pensions sont en défaut à ce sujet car il est indéniable que les abus existent principalement du côté des pensions accordées aux agents féminins.

Nombre de Pensions.

Années	Civiles (autres que celles de l'enseignement de l'Etat)		Civiles (enseignement de l'Etat)		Professeurs et instituteurs communaux		Ecclésiastiques		Total	
	ancien- neté	infirmi- tés	ancien- neté	infirmi- tés	ancien- neté	infirmi- tés	ancien- neté	infirmi- tés	ancien- neté	infirmi- tés
1940	367	424	98	42	407	194	47	20	919	680
1941	504	588	128	26	428	194	49	40	1,109	848
1942	352	480	136	21	413	200	63	55	964	756
1943	556	433	105	36	414	170	43	39	1,118	678
1944	426	286	102	22	379	239	32	19	939	566
1945	512	390	140	14	692	359	57	21	1,401	784
	2,717	2,601	709	161	2,733	1,356	291	194	6,450	4,312

N. B. — Le personnel enseignant pouvant être pensionné dès l'âge de 50 ou 55 ans, le nombre de pensions accordées du chef de maladie est, dans cette catégorie, moins élevé que dans celle des agents de l'Etat.

Donc, nonobstant que le personnel enseignant, dans son ensemble, peut être pensionné dès l'âge de 50 ou 55 ans, les pensions octroyées pour infirmités atteignent les 2/3 des pensions d'ancienneté.

Cet abus provient d'abord de la facilité avec laquelle la pension pour infirmité est accordée, ensuite du grand nombre d'invalides de la guerre 1914-1918 qui ont été incorporés dans les cadres de l'Administration.

En tous cas, il paraît que les refus de pension sont rares ; il suffit de la demande pour l'obtenir.

La Commission d'étude devra trouver la mesure qui s'impose pour enrayer ce mal qui ronge vraiment le Trésor public.

Malgré toutes les mesures que l'on prendra, le nombre des pensionnés civils augmentera dans le courant des années prochaines en raison du développement que l'Administration a pris immédiatement après la fin de la guerre 1914-1918 et de l'inflation corrélative du nombre des agents des services publics.

De ce qui précède, il appert que la question mérite un examen attentif et qu'il est indispensable de rechercher un régime moins onéreux pour les fonds de l'Etat tout en garantissant le droit aux serviteurs de l'Etat de jouir pendant leurs vieux jours d'une retraite décente.

La Commission qui serait éventuellement chargée d'examiner le problème des pensions devra s'occuper également des pensions des veuves et orphelins dont la charge incombe complètement au personnel de l'Etat et dont la dépense est inscrite à l'article 17 du budget des recettes et des dépenses pour ordre.

PENSIONS MILITAIRES ET PENSIONS DE GUERRE.

Le Fonds de Dotation.

Le Fonds de Dotation a été créé par l'arrêté royal n° 482 du 22 juillet 1939 pris en vertu de la loi du 1^{er} mai 1939 attribuant au Roi certains pouvoirs spéciaux.

Le but de cette institution est exposé dans le rapport au Roi en ces termes : « ...échelonner sur un certain nombre d'années une charge normale décroissante dont il n'est ni raisonnable, ni indispensable de faire supporter le poids maximum par les exercices budgétaires les plus proches ».

En ce qui concerne les pensions de guerre, le Fonds de Dotation est chargé de financer les dépenses suivantes :

1^o les rentes d'invalidité (non comprises les majorations pour enfants) sur la base de seize tranches mobiles de l'index;

2^o les rentes pour chevrons de front selon le barème du 23 mars 1932;

3^o les allocations aux victimes civiles de la guerre sur la base de seize tranches mobiles de l'index.

Pour faire face à ces obligations, le Fonds perçoit une annuité constante à charge de l'Etat, nécessaire pour amortir en trente-cinq années un capital égal à la valeur actuelle de ces rentes de guerre. La valeur de ce capital ayant été établie à 11 milliards, l'annuité constante, calculée au taux de 4.25 % est donc de 610 millions de francs (art. 30 du projet de budget pour 1945; art. 29 du budget pour 1946).

Le Fonds de Dotation met cette annuité à la disposition de la Caisse Nationale des pensions de la guerre au fur et à mesure des besoins de celle-ci et ce, pour le paiement des dépenses strictement limitées visées ci-dessus.

Cependant, la Caisse Nationale a d'autres dépenses à payer et notamment les suivantes :

a) les pensions militaires d'ancienneté, y compris les majorations légales;

b) les majorations pour enfants comprises dans les pensions militaires d'invalidité;

c) le montant des 17^e ou 31^e tranche de partie mobile sur les pensions militaires d'invalidité et sur les allocations aux victimes civiles de la guerre;

d) le montant de la réduction de 10 % sur les rentes de chevrons de front (supprimée en 1944);

e) les rentes dans les ordres nationaux;

f) les pensions des veuves et orphelins;

g) les allocations aux ascendants;

h) la dotation aux enfants de combattants;

i) la charge spéciale résultant de la loi du 15 janvier 1939 en faveur des victimes civiles de la guerre.

Ces sommes ne sont mises à la disposition de la Caisse Nationale par le Fonds de Dotation que lorsque celui-ci a été approvisionné à due concurrence par le Trésor par imputation sur les crédits budgétaires (art. 6 de l'arrêté royal du 22 juillet 1939). Un crédit de 961,570,000 francs figure à cet effet à l'art. 29 du projet de budget pour 1945; de 958,530,000 à l'article 28 du projet de budget pour 1946.

Tout cela ne concerne que les pensions résultant de la guerre de 1914-1918. Il est évident que toute l'économie de ce régime sera bouleversée par la prise en charge des pensions dues aux victimes militaires et civiles de la campagne 1940-1945. Dès que l'Administration sera à même de chiffrer avec une approximation suffisante la charge dérivant des derniers événements, le financement à l'intervention du Fonds de Dotation devra faire l'objet d'une revision.

En attendant, les crédits nécessaires figurent déjà au budget de 1945 sous les articles 35 à 39*bis* pour un montant de 362 millions de francs, aux articles 33 à 37 du budget de 1946 pour un montant de 397 millions de francs.

L'adaptation de la législation sociale aura d'ailleurs également des répercussions sur le fonctionnement du Fonds de Dotation.

LES CHARGES DES PENSIONS DE GUERRE.

Les crédits du chef des charges des pensions de guerre s'élèvent suivant les budgets soumis à notre examen, à 1,941,070,000 francs pour 1945 et à 1,965,530,000 francs pour 1946. Ce montant devra vraisemblablement être majoré sensiblement pour les prochains exercices.

Le problème est vraiment angoissant : d'une part, il y a les droits des milliers de combattants, résistants, prisonniers devenus invalides au cours de l'accomplissement de leur devoir patriotique; il y a la dette sacrée qui a été contractée par la Nation envers ces braves; mais d'autre part, il y a les possibilités limitées du budget.

Dans une conception saine et normale des choses, la solution est d'une grande simplicité : l'Allemagne, cause de tous ces malheurs qui nous accablent, aurait à supporter la charge des réparations, y compris les pensions résultant de la guerre. Ce ne serait que la stricte justice. Hélas ! on sait ce que cette conception a produit après la guerre 1914-1918.

Néanmoins, nous nous plaçons à croire que le Gouvernement ne négligera aucun effort pour que le coût des pensions de guerre soit compris dans les revendications que la Belgique fera valoir au Traité de Paix.

Un sentiment plus réaliste nous pousse cependant à attirer l'attention sur la nécessité de prévenir dès le début la reproduction des nombreux abus qui ont été constatés en matière d'allocation des pensions d'invalidité après la guerre 1914-1918. Sans doute convient-il que le Gouvernement se montre très large dans le dédommagement des véritables invalides; tout marchandage doit être exclu, mais aussi tout abus, tout gaspillage des deniers publics doit être évité, parce qu'il conduit inévitablement à l'inflation et à la ruine du pays.

C'est un fait, et votre rapporteur l'a dénoncé à plusieurs reprises, qu'après la guerre 1914-1918, la législation a été trop généreuse et que son application l'a encore été davantage. Faut-il rappeler le pourcentage des invalides par rapport au nombre des combattants encore au service en 1931 : officiers, 82.53 % médecins, 91.30 % ?

Faut-il rappeler que, dès 1925, nombre d'officiers détenteurs d'une pension d'invalidité ont quitté le service militaire par mise en disponibilité et ont trouvé une occupation lucrative dans l'industrie, le commerce, la banque et les services publics.

Il faut empêcher dès à présent la répétition de pareils abus et, si besoin en est, procéder même à une revision de la législation sur les pensions militaires.

Des membres attirent l'attention de la Commission sur les lenteurs déplorables dans l'examen des demandes de pension introduites par les combattants, prisonniers de guerre et prisonniers politiques de la guerre 1940-1945.

Il y a lieu de simplifier les formalités et d'assurer l'examen des demandes dans un délai très court, de manière à éviter ainsi des souffrances et misères parmi les citoyens qui ont bien mérité de la Patrie.

PENSIONS DE PRÉVOYANCE SOCIALE.

Majoration de rente de vieillesse, de veuves et des allocations d'orphelins.

La loi du 15 décembre 1937 établit le régime des pensions de vieillesse. Celui-ci est devenu tellement compliqué qu'à juste titre, le Gouvernement a institué par les arrêtés du 4 juin et du 19 décembre 1945 : a) une Commission pour l'étude de la question des pensions de vieillesse et de veuves des ouvriers et des employés; b) une Commission pour l'étude de la sécurité sociale des travailleurs indépendants. Ces Collèges ont pour mission de faire des propositions précises en ce qui concerne les bases sur lesquelles il conviendra d'établir ces deux législations distinctes.

D'autre part, le Gouvernement sans attendre l'aboutissement des travaux de ces Commissions, a déposé à la date du 2 mai 1946 (Doc. n° 49 de la Chambre des Représentants) un projet de loi modifiant et complétant la loi du 15 décembre 1937.

Le Sénat sera donc saisi du problème et pourra examiner en détail une question qui préoccupe nos classes laborieuses.

Intervention de l'Etat dans le paiement des majorations de rentes de vieillesse.

Le financement des majorations de rentes de vieillesse et de veuves et des allocations d'orphelins est réglé par l'arrêté royal n° 16 du 22 juillet 1939, créant le Fonds de Dotation.

Pour faire face aux charges inhérentes à son objet, le Fonds de Dotation dispose pour les majorations de rentes et allocations d'orphelins :

- a) d'une dotation annuelle à charge de l'Etat, d'un montant égal au tiers des majorations et allocations à liquider au cours de l'année;
- b) d'une annuité constante à charge de l'Etat, de 388 millions de francs.

Aussi longtemps que les ressources visées au a) et b) ci-dessus seront insuffisantes pour assurer le financement du Fonds de Dotation, la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite pourvoira à cette insuffisance par des prêts consentis à titre de placement.

Les dépenses dont le Fonds de Dotation assure le financement ne pouvant excéder, en ce qui concerne les majorations de rentes et allocations d'orphelins, celles qui ont été prévues en application des lois existant au 1^{er} janvier 1939, le financement des dépenses supplémentaires résultant d'une modification de la législation sera assuré par le Fonds approvisionné à due concurrence par le Trésor, par imputation sur les crédits à inscrire à cette fin au budget général.

Pour 1945, les dépenses réelles ont été les suivantes :

I. Dépenses à financer par le Fonds de Dotation (arrêté-loi n° 16, du 22 juillet 1939) :

Majorations de rente de vieillesse	fr.	472,668,505	32
Majorations de rente de veuves et allocations d'orphelins.		98,895,502	06
Total. . fr.		571,564,007	38

II. Dépenses à financer directement par le Trésor (art. 6 de l'arrêté-loi du 22 juillet 1939) :

Doublément de la majoration de rente de vieillesse . fr.	343,448,821	»
Doublément de la majoration de rente de veuves et des allocations d'orphelins	15,642,767	60
Total. . fr.		359,091,588 60

NB. — Le doublément est prévu par l'arrêté-loi du 27 octobre 1944.

L'intervention de l'Etat dans les dépenses à financer par le Fonds de Dotation ayant été limitée à 569 millions de francs, la différence entre ce chiffre et la dépense réelle, soit fr. 2,564,007-38 a été couverte par l'emprunt.

L'Etat a, d'autre part, financé la dépense occasionnelle par le doublément des majorations de rentes et des allocations d'orphelins, soit fr. 359,091,588-60, ainsi que celle résultant de sa contribution dans la constitution des rentes de vieillesse et de veuves, soit fr. 71,861,636-84.

Questions et Réponses.

Nous donnons ci-après les réponses aux questions. Suivant les renseignements obtenus, il est proposé de porter les taux du complément de pension de vieillesse de 8,800 à 11,200 francs pour les mariés et de 5,900 à 7,500 francs pour les autres bénéficiaires. Les compléments de pension de survie seront portés de 5,200 à 6,400 francs.

1^o Une femme célibataire, assurée libre, née en 1881, qui a effectué des versements de 120 francs par an depuis 1931, obtiendra à 65 ans :

a) une rente de vieillesse de	fr. 303 »
b) une contribution de l'Etat de	151 50
c) une majoration de rente de vieillesse sur la base de 200 %, soit $1,400 \times 2$ pour autant toutefois que cette personne ne possède pas des ressources supérieures à 2,400 francs par an.	2,800 »

Soit au total. . fr. 3,254 50

2^o Un ouvrier a versé jusqu'à l'âge de 50 ans. A partir de cet âge, il s'est établi à domicile et a continué ses versements à titre d'assuré libre.

Il obtiendra à 65 ans :

a) la rente formée par les versements personnels et patronaux effectués jusqu'à l'âge de 50 ans, ainsi que par ses versements d'assuré libre opérés après cet âge jusqu'à 65 ans. La rente est fonction de l'âge de l'intéressé au moment où il entre dans l'assurance et de l'importance des versements;

b) la contribution de l'Etat fixée à 50 % de la rente de vieillesse avec maximum annuel de 1,200 francs;

c) la majoration de rente de vieillesse *après enquête* sur ses ressources. Le taux de cette majoration varie d'après l'année de naissance de l'assuré.

Cette majoration est liquidée sur la base de 200 %.

3^o Un ouvrier a travaillé durant quinze années comme ouvrier mineur; suite à une maladie contractée, il a été occupé dans l'industrie du bâtiment; à l'âge de 60 ans, il a cessé de travailler et a négligé d'effectuer les versements pour sa pension. A quelle pension peut-il prétendre à 65 ans?

En supposant que l'ouvrier en cause soit né en 1881 et qu'il ait été occupé dans l'industrie du bâtiment à partir de 1935, après sa sortie de la mine, sa situation sera la suivante à 65 ans, soit en 1946 :

a) la rente constituée par la partie des versements capitalisés à son compte à la Caisse de Retraite en qualité d'ouvrier mineur, viendra s'ajouter à celle qui sera fournie par les versements prévus par la loi générale du 15 décembre 1937;

b) La contribution de l'Etat lui sera accordée à concurrence de 50 % du montant de ces rentes avec maximum annuel de 1,200 francs;

c) En ce qui concerne la majoration de rente de vieillesse, sa situation sera la suivante :

Les versements effectués en qualité d'ouvrier mineur entrant en ligne de compte pour l'octroi de la majoration de rente de vieillesse, l'intéressé sera en règle jusqu'à l'année d'assurance 1940-1941. L'intéressé négligeant d'effectuer ses versements jusqu'à son 65^e anniversaire de naissance en 1946, sera néanmoins en règle. En effet, en vertu de l'arrêté-loi du 6 juin 1945, il sera considéré comme ayant opéré les versements prescrits pendant les années de guerre, soit en ce qui le concerne de 1941-1942 à 1944-1945 inclus.

En outre, en raison de ce que l'on tolère que les assurés nés après 1879 aient omis trois versements, le manquement constaté pour l'année 1945-1946 ne sera pas un obstacle pour l'octroi à l'intéressé de la majoration de rente de vieillesse *sans enquête* sur les ressources qu'il obtiendra au taux de 2,500 francs par an en supposant qu'il soit marié.

A cette majoration sans enquête de 2,500 francs, viendra s'ajouter *d'office* le complément de pension de vieillesse octroyé en exécution de la législation sur la sécurité sociale des travailleurs et qui s'élève à 6,800 francs.

L'intéressé obtiendra donc en outre de sa rente de vieillesse et de la contribution de l'Etat y afférente, une somme de $2,500 + 8,800 = 11,300$ francs par an.

4° La veuve d'un ancien ouvrier qui s'est établi ensuite à son compte et a continué à verser jusqu'à son décès, obtiendra une rente de veuve à laquelle viendra s'ajouter la contribution de l'Etat.

En outre, si le mari est né avant 1907, une majoration de rente de veuve lui sera accordée. Cette majoration varie de 540 à 120 francs suivant l'année de naissance du mari; elle est liquidée sur la base de 200 %.

Si l'assuré laisse des orphelins âgés de moins de 16 ans, la veuve recevra pour chacun d'eux une allocation d'orphelins de 240 francs $\times 2$ ainsi qu'un complément d'allocation d'orphelins de 600 francs à charge du Fonds des Veuves et des Orphelins.

A titre d'exemple, si le mari était né en 1895 et s'il existe un orphelin de moins de 16 ans, la veuve recevra, outre la rente de veuve et la contribution de l'Etat, une somme de 480 francs à titre de majoration de rente de veuve (200 %) et une somme totale de 1,080 francs pour l'orphelin.

D'autre part, si le mari avait effectué la moitié au moins de ses versements en qualité d'ouvrier, la veuve recevra à 55 ans un complément de pension de survie de 4,200 francs par an.

Dans cette hypothèse, la majoration de rente de veuve ne sera payée que sur la base de 100 %. Elle obtiendra donc, outre sa rente de veuve et la contribution de l'Etat, une somme de :

5,200 complément de pension de survie;
 240 majoration de rente de veuve (100 %);
 480 allocations d'orphelins (200 %);
 + 600 complément d'allocations d'orphelins,

soit au total 6,320 francs par an.

5° Quel est le taux de la pension :

a) d'un salarié manuel ou intellectuel au compte duquel les versements légaux ont été effectués?

b) d'un travailleur indépendant?

c) de personnes sans profession ayant effectué les versements légaux?

Outre la rente de vieillesse augmentée de la contribution de l'Etat, l'ouvrier recevra les avantages indiqués au tableau ci-dessous :

Année de naissance de l'assuré	ÉTAT-CIVIL A = marié B = célibataire, veuf, div. ou séparé de corps et de biens	SALARIÉS : ouvriers ou employés		TRAVAILLEURS indépendants ou assurés libres
		Majoration de rente de vieillesse sans enquête sur les ressources 100 %	Complément de pension de vieillesse	Majoration de rente de vieillesse <i>après</i> <i>enquête</i> sur les res- sources 200 % (taux maximum)
1867 à 1869	A	3,200 +	8,800	6,400
	B	2,100 +	5,900	4,200
1870 à 1871	A	3,100 +	8,800	6,200
	B	2,000 +	5,900	4,000
1872/1873	A	3,000 +	8,800	6,000
	B	1,900 +	5,900	3,800
1874 à 1875	A	2,900 +	8,800	5,800
	B	1,800 +	5,900	3,600
1876	A	2,800 +	8,800	5,600
	B	1,700 +	5,900	3,400
1877	A	2,700 +	8,800	5,400
	B	1,600 +	5,900	3,200
1878/79/80	A	2,600 +	8,800	5,200
	B	1,500 +	5,900	3,000
1881	A	2,500 +	8,800	5,000
	B	1,400 +	5,900	2,800

LA PENSION DES OUVRIERS-MINEURS.

Le régime des pensions des ouvriers-mineurs a subi, en 1944 et 1945, plusieurs modifications que nous estimons heureuses.

Aussi nous croyons utile de donner dans le présent rapport non seulement les charges qui incombent à l'Etat, mais également tous les renseignements relatifs au régime de sécurité sociale actuellement en vigueur en faveur des ouvriers-mineurs, leurs veuves et orphelins.

Montant des sommes liquidées en 1945 en exécution de la loi spéciale des mineurs.

Aux ouvriers vieux	fr.	495,012,956	55
Aux ouvriers invalides		182,733,929	44
Aux veuves (vieillesse et survie)		178,862,820	99
Aux orphelins		6,253,169	30

Fr. 862,862,876 28

Les charges pour 1946.

Les prévisions des charges pour 1946 sont :

pour l'Etat : 680,000,000 de francs (six cent quatre-vingt millions);

pour le Fonds national : a) 215,000,000 de francs pour pensions;

b) 75,000,000 de francs pour charbon;

c) 80,000,000 de francs versés à la capitalisation.

Montant des cotisations.

Cotisations patronales pour 1945	fr. 606,482,625.99
Cotisations ouvrières pour 1945	} 246,087,199.22
	6,266,997.58

En 1944, les cotisations d'assurance étaient de 6.5 % à charge des patrons et de 4.5 % à charge des ouvriers, soit 11 % au total.

Sous le régime de l'arrêté-loi du 8 mai 1945, les cotisations d'assurance sont fixées, à partir du 1^{er} février 1945, pour les ouvriers du fond occupés dans les mines de charbon, à 29.5 % des salaires, soit 21.5 % pour les exploitants et 8 % pour les ouvriers.

Pour les autres ouvriers, elles sont fixées à 25.5 % des salaires, soit 17.5 % à charge des exploitants et à 8 % à charge des ouvriers.

Ces cotisations couvrent l'assurance vieillesse et survie; l'assurance maladie-invalidité, le chômage, les congés payés et assurent le bénéfice des allocations familiales.

En outre, depuis le 1^{er} janvier 1946, une cotisation supplémentaire de 1 1/2 % à charge exclusive des patrons est versée au Fonds national, qui la transmet au Fonds national de rééquipement ménager.

Intervention de l'Etat.

L'intervention de l'Etat dans l'application de la loi spéciale de 1945 s'élève à fr. 584,232,630.70.

Nombre des bénéficiaires de la loi spéciale au 31 décembre 1945.

Ouvriers vieux	37,256
Ouvriers invalides	12,848
Veuves pensionnées pour vieillesse	16,486
Veuves pensionnées de survie	12,709
Enfants et orphelins	6,251
Epouses.	88
Total	85,638

*Avantages prévus par la loi actuelle sur la retraite des ouvriers-mineurs
(arrêtés du 8 mai 1945 et du 21 septembre 1945).*

A. — Pensions normales, vieux au moins 30 ans de services :

- 1^o Ouvriers mariés, pensionnés au fond : 15,000 + 300 francs par année de service au-delà de trente ans;
trente ans de service surface : 12,300 + 150 francs par année de service au-delà de trente ans;
- 2^o Ouvriers célibataires : trente ans de service fond : 10,000 + 200 francs par année de service au-delà de trente ans;
trente ans de service surface : 8,200 + 100 francs par année de service au-delà de trente ans.

Ces montants sont appelés à être très prochainement l'objet de modification dans le sens de l'augmentation.

Conditions d'octroi :

- a) Etre occupé à la mine à l'âge légal de la retraite;
- b) Pour l'ouvrier ayant, au cours des dix dernières années, travaillé plus d'un an en dehors des mines, justifier de 264 jours de travail au cours de la dernière année;
- c) Avoir atteint l'âge de 55 ans pour les ouvriers du fond; l'âge de 60 ans pour les ouvriers de la surface.

Déroghations à la condition a) :

Est considéré comme occupé à la mine s'il compte au moins trente ans de service : le titulaire d'une pension d'invalidité, l'accidenté, le chômeur involontaire victime de crise économique, les secrétaires permanents des organisations centrales syndicales des ouvriers mineurs ayant quitté la mine pour cet emploi.

Déroghations à la condition c) :

L'ouvrier du fond — trente ans de service au fond — peut prendre sa pension quel que soit son âge.

Montant de la pension anticipée : mariés : 15,000 + 700 francs par année de service au-delà de trente ans; les 700 francs sont portés à 1,300 francs pour les abatteurs et les bouveleurs.

Célibataires : 10,000 + 460 francs par année de service au-delà de trente ans. Les 460 francs sont portés à 860 francs pour les abatteurs et bouveleurs.

Les ouvriers pensionnés mariés réunissant trente ans de service, soit au fond, soit à la surface, bénéficient d'une pension de 3,504 francs s'ils continuent à travailler.

Les célibataires, veufs ou divorcés reçoivent une pension de 2,400 francs.

Est considéré comme travaillant encore celui qui reçoit du chef de son travail personnel une rémunération supérieure à 720 francs par mois.

Ce montant de 720 francs sera porté à 1,000 francs à partir du 1^{er} juillet 1946, lorsqu'un arrêté du Régent aura approuvé la décision prise en ce sens par le Conseil d'administration du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs.

Les pensionnés engagés comme moniteurs des prisonniers allemands travaillant dans les mines sont considérés comme ne travaillant plus (arrêté-loi du 21 septembre 1945).

B. — Pension proportionnelle de 20 à 29 ans de services miniers.

1^o Ouvriers mariés du fond : 11,000 + 300 francs par année de service au-delà de vingt ;

Ouvriers mariés de la surface : 10,000 + 150 francs par année de service au-delà de vingt ;

2^o Ouvriers célibataires, veufs ou divorcés du fond : 7,320 + 200 francs par année de service au-delà de vingt ;

Ouvriers célibataires, veufs ou divorcés de la surface : 6,600 + 100 francs par année de service au-delà de vingt.

Ces montants feront prochainement l'objet d'une augmentation.

Conditions d'octroi :

- a) Etre occupé à l'âge légal de la retraite;
- b) Avoir atteint l'âge de 55 ans pour les ouvriers du fond; 60 ans pour les ouvriers de la surface;
- c) Avoir effectué au moins 1,584 journées de travail au cours des dix dernières années, dont 264 au cours de la dernière année.

Dérogations à la condition a) :

Mêmes dérogations que ci-dessus pour la pension normale, sauf que l'intéressé ne doit justifier que de vingt années de service.

C. — Pension d'invalidité.

Taux : 50 % de 300 fois le salaire journalier promérité au cours des quatre dernières semaines qui ont précédé le début de la maladie.

Si l'intéressé réunit vingt ans de service au fond, le salaire à prendre en considération est celui promérité pendant les quatre dernières semaines des prestations au fond (arrêté-loi du 21 septembre 1945).

La pension de célibataire, veuf ou divorcé, n'ayant pas d'enfant à charge est égale aux deux tiers de la pension de marié.

Conditions :

1^o Justifier de dix à vingt ans de services selon l'âge de l'intéressé, sauf si, depuis le début de sa carrière, l'intéressé n'a pas été occupé en dehors des mines;

2^o Ne pas avoir été occupé à l'âge de 60 ans;

3° Avoir travaillé au moins 150 jours au cours de la dernière année, si l'intéressé, depuis sa première entrée dans les industries assujetties, a été occupé en dehors des mines.

D. — Pensions de veuve.

SURVIE. — Si le mari ne réunissait pas trente ans de service minier : 1,344 fr.

Si le mari réunissait trente ans de service : 1,920 francs.

A 55 ans, la veuve reçoit une pension comprenant rente, majoration de rente, tableau II annexé à la loi, plus supplément de 4,200 francs (arrêté-loi du 21 septembre 1945.)

Conditions :

a) Etre la veuve d'un ouvrier mineur qui, à son décès, était occupé à la mine ou était pensionné ou pensionnable pour vieillesse ou invalidité;

b) Le mari doit avoir effectué au moins un an de service dans les industries assujetties, sauf en cas de décès par suite d'accident.

VIEILLESSE. — Taux : la moitié de la pension dont bénéficiait le mari à son décès, ou dont il aurait bénéficié s'il avait vécu jusqu'à l'âge de la pension.

Conditions :

a) Avoir atteint l'âge de 60 ans;

b) Etre la veuve d'un ouvrier mineur pensionné ou pensionnable pour vieillesse ou invalidité ou occupé dans une industrie assujettie au moment de son décès ou licencié par suite d'une crise économique ou abandon d'exploitation;

c) Compter au moins dix années de mariage avec un ouvrier mineur, même par mariages successifs.

Disposition générale : Le bénéfice de toute pension, sauf les rentes, est supprimé aux intéressés qui ont été condamnés par la justice belge ou par la justice d'un pays allié pour faits de trahison, de défaitisme ou d'incivisme quelconque (arrêté-loi du 21 septembre 1945).

E. — Charbon gratuit.

Une fourniture annuelle de 3,400 kilos est effectuée à charge du Fonds national aux pensionnés, vieux, invalides et veuves pensionnées pour vieillesse si leur pension est servie en fonction d'au moins trente années de service minier.

Aux pensionnés vieux, invalides, réunissant moins de trente ans de service, la fourniture de charbon est égale à un trentième de 3,400 kilos multiplié par le nombre d'années de service dans les mines de charbon.

Même proportion pour leurs veuves.

Le charbon est accordé aux veuves titulaires d'une pension de survie qui sont appelées à bénéficier à 60 ans de la pension de vieillesse (arrêté du 8 mai 1945).

Le Fonds national accorde enfin le bénéfice de 3,000 kilos de charbon par an aux ouvriers malades, du septième au douzième mois de jouissance de l'indemnité d'incapacité primaire (arrêté-loi du 21 septembre 1945).

F. — Allocations pour orphelins.

1^o Orphelins de père :

Taux : 1,008 francs par enfant pour chacun des quatre premiers enfants;
1,152 francs par enfant pour chacun des cinq premiers enfants;
1,296 francs par enfant pour chacun des six premiers enfants;
1,440 francs par enfant pour chacun des sept premiers enfants;
1,584 francs par enfant pour chacun des huit premiers enfants et plus.

2^o Orphelins de père et de mère :

Taux : 1,584 francs par orphelin.

Conditions :

L'enfant, qu'il soit légitime, naturel, adopté en droit ou en fait, devait être à la charge effective du mari au moment du décès de celui-ci.

Octroi des majorations de rente.

Les majorations de rentes de vieillesse sont accordées à la lumière des éléments figurant au tableau I annexé à la loi. Leur montant est décroissant suivant l'année de naissance du pensionné.

Les majorations de rente de veuve (survie) sont accordées à la lumière des éléments figurant aux tableaux II et IIbis annexés à la loi; leur montant est décroissant suivant l'année de naissance de l'assuré.

Ces majorations de rente à charge de l'Etat sont comprises dans le montant des pensions indiquées plus haut.

En annexe, nous examinons sous la rubrique de « Jurisprudence » la situation des commis agréés des administrations fiscales.

Votre Commission exprime le vœu que le projet de budget des Pensions pour l'exercice 1947 soit élaboré en tenant compte des suggestions et des observations formulées dans le présent rapport.

Le budget de 1945 a été adopté par la Chambre des Représentants par 98 voix contre 3 et 80 abstentions. Celui de 1946 par 98 voix contre 83 voix.

Votre Commission, par 9 voix contre 5, propose au Sénat d'adonner ces budgets.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,
A. DOUTREPONT.

Le Président,
CYR. VAN OVERBERGH.

A N N E X E S

Jurisprudence.

LA SITUATION DES COMMIS AGRÉÉS DES ADMINISTRATIONS FISCALES.

Aux termes de l'article 6 modifié de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles, « sont susceptibles de conférer des droits à la pension : les services civils et judiciaires rendus depuis l'âge de 19 ans, par suite de nominations faites en exécution des lois ou émanées du Gouvernement et rétribués par le Trésor public. »

Deux conditions sont donc exigées : une nomination régulière et une rétribution à charge du Trésor public.

La jurisprudence a toujours été très stricte dans l'application de cette disposition. Cependant, depuis quelques années, une certaine évolution se dessine. C'est ainsi que la validité a été reconnue des services rendus à titre temporaire ou à titre d'essai, du moment qu'ils sont suivis d'une nomination définitive et pour autant que se trouvent réunies les deux conditions susvisées.

Ensuite il a été jugé :

1^o par le Tribunal de 1^{re} instance de Bruxelles, que les services rendus avant le 1^{er} janvier 1900 en qualité de commis-greffier dans un tribunal de commerce devaient être pris en considération dans le calcul de la pension, alors que cependant le paiement de la rémunération de commis-greffier avait eu lieu d'abord au moyen des émoluments perçus par les greffiers des tribunaux de commerce, puis au moyen des indemnités accordées pour couvrir les frais de greffe, c'est-à-dire indirectement à charge du Trésor public;

2^o par le Tribunal de 1^{re} instance de Liège, que les services de messenger prestés dans un tribunal de première instance avant le 1^{er} juillet 1920 donnaient droit à la pension au titre d'agent de l'Etat, quoique antérieurement au 1^{er} juillet 1920 la rémunération de ces agents fut assumée par les budgets provinciaux.

Ces jugements ont été confirmés par l'arrêt de la Cour de Cassation en date du 4 avril 1940, qui a déterminé ainsi une nouvelle évolution de la jurisprudence.

Depuis lors, ont encore été admis les services rendus en qualité de commis-agréé de direction, expéditionnaire à l'Administration des contributions, ce comme suite à l'arrêt de cassation précité.

Mais, par contre, la jurisprudence écarte encore toujours les commis agréés des inspecteurs, contrôleurs et receveurs, que l'on ne veut considérer que comme commis particuliers de ces fonctionnaires et qui ne sont agréés et non nommés par les directeurs, qui, de plus, ne sont pas rétribués mais reçoivent une simple assistance à charge d'une indemnité allouée aux fonctionnaires.

Elle écarte également les services de commis-agréé à l'Administration de l'Enregistrement.

La Cour d'appel de Liège a encore statué en ce sens le 14 février 1944. Elle estime que « les commis-agréés sont de simples auxiliaires particuliers des receveurs et que leur agrégation obligatoire par le directeur de l'Enregistrement ne leur confère pas la qualité d'agent de l'Etat; d'autre part, que la rémuné-

ration leur allouée par les comptables sur une partie de remises dont ces derniers n'ont pas à justifier l'emploi, ne peut être considérée comme une rétribution à charge du Trésor. »

Cette jurisprudence nous semble profondément injuste. Il faut bien avouer que les décisions favorables aux agents sont basées plutôt sur l'équité que sur une stricte application du texte légal; mais s'il en est ainsi, on se demande pour quelles raisons la jurisprudence ne peut faire un pas de plus. La nuance entre l'agrément et la nomination est très subtile, car la première est prévue dans l'arrêté organique et émane donc du Gouvernement à la faveur d'une délégation. D'autre part, la rétribution à charge de remises ou d'une indemnité ou d'un subside alloué aux fonctionnaires est un paiement indirect à charge du Trésor et répond davantage au vœu de l'article 6 que la rémunération à charge des budgets provinciaux, dont la validité a cependant été admise par la Cour de Cassation.

Cette question devrait être revue par le Ministère des Finances. Votre Commission insiste pour que satisfaction soit donnée à ces agents.

BELGISCHE SENAAT

— BUITENGEWONE ZITTING 1946 —

COMMISSIEVERGADERING VAN 24 JULI 1946.

Verslag uit naam der Commissie van Financiën, belast met het onderzoek van de Begrotingen van Pensioenen voor de dienstjaren 1945 en 1946.

(Zie de n^{rs} 4-III, 206, 255 (zitting 1944-1945), 4-III (zitting 1945-1946), 92 (buitengewone zitting 1946) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 6 en 13 Juni 1946; n^o 47 van den Senaat (buitengewone zitting 1946).

Aanwezig : de hh. VAN OVERBERGH, voorzitter; ALLEWAERT, DE BRUYNE (V.), DE CLERCQ, B^{on} DE DORLODOT, DELMOTTE, DE SMET (P.), DIERCKX, HARMEGNIES, LOGEN, MULLIE, RONVAUX, SCHOT, TAILLARD, VAN LAEYS, VAN STEENBERGE, VERMEYLEN en A. DOUTREPONT, verslaggever.

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

De begrooting van Pensioenen voor 1945 bedraagt 4,364,941,488 frank, tegen 2,352,172,330 frank in 1940, laatste begrooting die door de wetgevende macht regelmatig werd goedgekeurd, zijnde een verhooging met meer dan twee milliard frank. Deze stijging van lasten spruit in hoofdzaak voort uit de volgende uitgaven :

	1940	1945
1 ^o Rijksbijdrage in de kosten voortspruitende uit de uitvoering van de wetgeving betreffende de mijnwerkerspensioenen. fr.	166,000,000	660,000,000
2 ^o Rijksbijdrage tot het vestigen van de ouderdoms- en de weduwerenten. .	49,000,000	73,740,000
3 ^o Uitkeering aan het Dotatiefonds voor de oorlogspensioenen, de ouderdoms- en weduwerentetoeslagen en de weezentoeslagen met het oog op de uitvoering van artikel 6 van het koninklijk besluit n ^o 16, dd. 22 Juli 1939	—	293,000,000
4 ^o Als pensioen geldende vergoedingen, toelagen, hulpelden aan sommige militairen, kosten van de Commissies voor militaire pensioenen, enz.	5,324,350	14,256,250
5 ^o Verschillende burgerlijke pensioenen .	463,667,000	805,726,015

6 ^o Subsidiën aan het Dotatiefonds voor oorlogspensioenen, ouderdoms- en weduwerenttoeslagen en weezentoelagen te storten voor den Dienst der pensioenen, renten en toelagen andere dan die waarvan de financiering bij artikel 25 A van het koninklijk besluit n ^o 16 van 29 Juli 1939 te zijnen laste worden gesteld.	454,900,000	961,570,000
7 ^o Uitgaven voortvloeiende uit den oorlog 1940 en hulpvergoeding verleend aan de grootinvaliden van den oorlog 1914-1918 en 1945. (Besluit van 15 Juni 1945)	—	369,500,000

Fr. 1,138,891,350 3,177,792,265

Lasten in min :

Jaarlijksche Dotatie aan het Dotatiefonds (art. 3 B van het koninklijk besluit van n ^o 16 van 29 Juli 1939). fr.	211,000,000	181,000,000
---	-------------	-------------

Totaal. . fr. 1,349,891,350 3,358,792,265

zegge een last van ongeveer 2 milliard 9 miljoen meer.

Wanneer men de begroting van 1946 vergelijkt met deze van 1945 stelt men een verhooging vast van 102,430,830 frank.

Kredieten aangevraagd voor 1946 . . fr.	4,467,372,318
Kredieten aangevraagd voor 1945 . . .	4,364,941,488

Fr. 102,430,830

Deze verhooging spruit hoofdzakelijk voort uit :

	1945	1946
1 ^o Rijksbijdrage in de kosten voortspruitende uit de uitvoering van de wetgeving betreffende de mijnwerkerspensioenen.	660,000,000	680,000,000
2 ^o Uitkeering aan het Dotatiefonds voor de oorlogspensioenen, de ouderdoms- en weduwerenttoeslagen en de weezentoelagen met het oog op de uitvoering van artikel 6 van het koninklijk besluit n ^o 16 van 22 Juli 1939	293,000,000	350,000,000
3 ^o Als pensioen geldende toelagen, toekenningen, hulpelden aan sommige militairen, kosten van de Commissie voor militaire pensioenen, enz.	14,256,250	15,590,000
4 ^o Verschillende burgerlijke pensioenen .	805,726,015	809,973,390
5 ^o Hulpvergoeding verleend aan de grootinvaliden 1914-1918 (besluit van 15 Juni 1945) en uitgaven voortvloeiende uit den oorlog 1940	369,500,000	397,000,000
Fr.	2,142,482,265	2,252,563,390

Lasten in min :

1 ^o Rijksbijdrage in het vestigen der ouderdomsrenten en der weduwerenten. fr.	73,740,000	70,000,000
2 ^o Uitkeering aan het Dotatiefonds voor de oorlogspensioenen, de ouderdoms- en weduwerentetoeslagen en de weezen-toelagen uit te keeren voor den Dienst der Pensioenen, renten en toelagen, andere dan die waarvan de financiering bij artikel 2, § A, van het koninklijk besluit n ^r 16 van 22 Juli 1939 te zijnen laste werden gesteld.	961,570,000	958,530,000
Fr.	3,177,792,265	3,281,093,390

De Voorstelling van de Begrooting.

De begrooting van Pensioenen wordt voorgesteld in denzelfden ordelloozen en ingewikkelden vorm als de overige begrootingen. Er is geen algemeen overzicht en het is onmogelijk, zelfs na omstandig onderzoek van het stuk, zich een begrip te vormen van de werkelijke beteekenis en de bestemming der daarop uitgetrokken uitgaven.

In stede van de kredieten te groepeeren per aard van pensioenen, wordt de begrooting opgemaakt per departement van herkomst. Men geeft aldus, door een nuttelooze herhaling van teksten en door daaraan verschillende artikelen te wijden, een belangrijkheid buiten verhouding aan geringe uitgaven.

Bij wijze van voorbeeld, vermelden wij de artikelen 1, 3, 6, 9, 11, 25, 27, 32, 33, 34, betreffende « subsidies aan de werkliedenkas van Posterijen, Telegrafie en Telefonie » voor een globaal bedrag van 6,147,045 frank; de artikelen 2, 4, 5, 7, 8, 10 en 19, die voor een uitgave van 881,728 frank betrekking hebben op individueele pensioenen en renten, terwijl er nergens een spoor te vinden is van de honderdduizenden genietters van pensioenen en verschillende renten. Wij vinden zelfs, onder de artikelen 21, 22 en 31, een uitgave van 2,605,000 frank verschillende kosten, terwijl de kosten, die gewone bestuursuitgaven zijn, zouden moeten voorkomen op de begrooting van Financiën ten zelfden titel als de kosten van beheer en werking van de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen (art. 53 der begrooting van 1945).

Kortom, men moet een zoo gebrekkige voorstelling van de begrooting verhelpen door een vorm aan te nemen die klaarder, eenvoudiger en meer synthetisch is.

Uw verslaggever stelt voor de kredieten, die thans zijn verdeeld over 39 artikelen, samen te vatten in 7 artikelen, voortaan naar de begrooting van Financiën over te dragen de kredieten voor bestuursuitgaven en de aangevraagde kredieten derwijze voor te stellen dat men zich gemakkelijk kan rekenschap geven van de belangrijkheid der uitgaven vereischt voor de onderscheidene groepen van pensioenen, renten en toelagen.

Onder dezen vereenvoudigden vorm zou de begrooting van 1945 zich voordoen als volgt :

ART. 1. — Pensioenen van sociale voorzorg	{ ouderdom . fr. 938,199,700 { mijnwerkers . . 660,000,000	1,598,199,700
ART. 2. — Militaire toelagen, hulp gelden, enz.	fr.	10,308,000
ART. 3. — Som ter beschikking van de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen te stellen		1,571,570,000
ART. 4. — Burgerlijke pensioenen		805,730,015
ART. 5. — Verschillende pensioenen en renten.		881,728
ART. 6. — Subsidies aan de Werkliedenkas van P.T.T. . . .		6,147,045
ART. 7. — Uitgaven voortvloeiende uit den oorlog 1940-1945.		369,500,000
ART. 8. — Verschillende kosten		2,605,000
Totaal der begrooting. . fr.		4,364,941,488

Dus, ter uitzondering van de verschillende kosten, zou heel de begrooting slechts 7 artikelen tellen. De uitgaven kunnen omstandig worden toegelicht achteraan de artikelen, zooals trouwens thans gebeurt. Bij wijze van voorbeeld, in stede van verspreid te zijn over al de bladzijden van de begrooting en nutteloos te worden herhaald onder 11 teksten, zou artikel 6 zich voordoen als volgt :

ART. 6. — *Subsidie aan de Werkliedenkas van P.T.T. :*

Ministerie van Justitie	fr.	10,000
Ministerie van Volksgezondheid		87,500
Ministerie van Openbaar Onderwijs		13,520
Ministerie van Openbare Werken		650,000
Ministerie van Economische Zaken		10,000
Ministerie van Landsverdediging		1,348,250
Ministerie van Financiën.		132,600
Ministerie van Verkeerswezen		3,895,175
Fr.		6,147,045

Evenals voor de overige begrootingen, stelt uw Commissie voor het eerste deel van het ontwerp van begrooting te doen wegvallen en te vervangen door een synoptische tabel van de pensioenen, vermeldende het aantal genietters van pensioenen en renten; omvattende de werkelijke uitgaven van het laatste afgesloten dienstjaar; de kredieten verleend voor het volgende dienstjaar en deze aangevraagd voor de besproken begrooting; deze tabel zou toelaten zich rekenschap te geven van de belangrijkheid der gedane uitgaven en der kredieten aangevraagd voor iedere categorie pensioenen, van het aantal personen die ten laste der begrooting van pensioenen vallen, van de tusschenkomst van den Staat en van de stortingen gedaan door de belanghebbenden voor het vestigen der pensioenen van sociale voorzorg.

Onderstaande tabel beantwoordt aan deze bezorgdheid en laat toe zich gemakkelijk rekenschap te geven van al de lasten der pensioenen.

4 a (Nl.)

E.O. 1946

Nº 60 (Nl.)

Synoptische tabel der pensioenen

Cfr. 35 mm.

1 plan

Enkele overwegingen aangaande de synoptische tabel.

De cijfers voorkomende op de synoptische tabel werden, op verzoek van uw verslaggever, verstrekt door de onderscheidene diensten belast met de uitkeering van de pensioenen; zij strooken dus met de werkelijkheid.

Ten einde zich rekenschap te geven van het verschil dat thans bestaat met den toestand van 1940, hebben wij het nuttig geacht in de tabel gegevens in te lasschen betreffende 1940.

Uit deze tabel blijkt dat de genietters van renten en pensioenen ten getale van 952,033 zijn, zegge ongeveer 1/8 van de bevolking.

Er valt nochtans op te merken dat verschillende renten en pensioenen worden gecumuleerd. Dit is vooral het geval voor de oorlogspensioenen. Immers, een groot aantal burgerlijke en militaire pensioenen en zelfs pensioenen van sociale voorzorg worden gecumuleerd met de frontstreeprenten, zeer vaak met het invaliditeitspensioen en met renten verbonden aan de nationale orden. In het algemeen genieten de invaliden van den oorlog 1914-1918 eveneens de frontstreeprente.

Zoo het aantal genietters van de frontstreeprente gestegen is met 23,464 eenheden, dient er vastgesteld dat het aantal invaliden van den oorlog 1914-1918 is verminderd met 6,152, de pensioenen van de ascendenten, deze van de burgerlijke slachtoffers van den oorlog 1914-1918 zijn eveneens verminderd respectief met 3,581 en 3,999.

Gewis zal het getal 7,040 invaliden van den oorlog 1940-1945 nog stijgen, maar het is onloochenbaar dat de sterfte zich fel doet gevoelen onder de invaliden van den oorlog 1914-1918.

Aan den anderen kant, zal het tijdperk 1946-1947 het hoogtepunt voor de frontstreeprente beteekenen.

Wij mogen daaruit besluiten dat, met ingang van 1947, de uitgaven betreffende de oorlogspensioenen 1914-1918 van jaar tot jaar zullen afnemen.

Het aantal ouderdomspensioenen in 1945 is, vergeleken bij 1940, verminderd met 35,351, terwijl, volgens de benaderende berekeningen van den betrokken dienst, de genietters van weduwen- en weezenrenten gestegen zijn met 31,808.

Uit het onderzoek van deze tabel blijkt eveneens dat de voor 1946 aangevraagde kredieten, vergeleken bij de werkelijke uitgaven gedaan in 1945, ontoereikend zullen zijn. De vraag rijst te weten om welke redenen de bevoegde Minister tot nog toe niet de amendementen heeft ingediend die er toe strekken dezen toestand te regulariseeren. Dient daaruit besloten dat hij oordeelt dat het gemakkelijker is zijn toevlucht te nemen tot het lapmiddel der aanvullende kredieten?

Het geldt hier een methode die af te keuren valt in opzicht van de regelmatigheid der parlementaire werkzaamheden.

ALGEMEENE LASTEN DER PENSIOENEN.

In 1931 bedroegen de kredieten voor de pensioenen 2,165,000,000 frank, hetgeen 28 1/2 % van het totaal der door den Staat geheven belastingen vertegenwoordigde.

In 1940 slorpten de pensioenen een bedrag op van 2,352,172,350 frank, zegge 23 % van het bedrag der belastingen.

In 1945, bedroegen de werkelijke uitgaven, met inbegrip van de stortingen gedaan door de werkgevers, bedienden, en werknemers, evenals door de mijnbazen en de mijnwerkers en door de Staatsagenten voor de vestiging van het pensioen der weduwen en weezen, ongeveer 5,201,918,735 frank.

Volgens de ramingen inzake ontvangsten kan men de uitgaven voor de pensioenen schatten op 21 % van het bedrag der ontvangsten.

Wij mogen daaruit besluiten dat de last der pensioenen niet is verzwwaard tegenover den last van 1931. Het is waar dat dit feit in hoofdzaak te wijten is aan de werking van het Dotatiefonds, maar er valt eveneens op te merken dat dit fonds de lasten delgt in 35 jaar, hetgeen geen overdreven duur beteekent.

Commentaar over de verschillende lasten der pensioenen.

BURGERLIJKE PENSIOENEN.

Vanaf 1844, hebben de achtereenvolgende ministers van Financiën geklaagd over de stijging der lasten die deze pensioenen opleggen aan de Openbare Schatkist. In 1940, heeft uw verslaggever aangetoond hoe ingewikkeld het stelsel is en hoezeer het werd bezwaard door de tusschenkomst van veelvuldige bestuursmaatregelen die trouwens nadien door de Wetgevende Kamers werden bekrachtigd, niettegenstaande de gewettigde opmerkingen van het Rekenhof.

Wij brengen eveneens in herinnering den herhaalden wensch van de Commissie van Financiën over te gaan tot de inoverwegingneming van de hervorming van het stelsel der burgerlijke pensioenen verleend aan de ambtenaren, aan het onderwijzend personeel, aan de magistratuur en aan de geestelijkheid, evenals van het stelsel dat het verleenen der militaire rustpensioenen regelt.

Ten slotte, brengen wij eveneens in herinnering het verslag ingediend in 1939 door den h. François, koninklijk commissaris voor de pensioenen.

Wegens de oorlogsgebeurtenissen, het dient erkend, is het vraagstuk van de samenschakeling en van de vereenvoudiging geen stap vooruitgegaan.

In elk geval, de gebeurtenissen, die zich hebben voorgedaan sedert 1939, en de toestand dien wij thans beleven zijn niet van dien aard dat zij de goedkeuring van de door den h. François aangeprezen oplossing bevorderen nl. de oprichting van een eenige en zelfstandige kas, gesteund op het stelsel van de kapitalisatie. Ziehier een enkel argument dat wij doorslaand achten : indien het Parlement zich had laten leiden door den h. François, zouden wij thans voor dit alternatief staan ofwel de gepensioeneerden in de grootste ellende laten voortleven ofwel ingrijpen ten koste van honderden millioenen wegens de ontoereikende middelen van de Kas.

Al de tegenstanders van het stelsel van den koninklijken commissaris voor de pensioenen hadden zulks voorzien; wij hebben maar al te spoedig de gegrondheid moeten ondervinden van de vrees die wij hadden uitgedrukt in ons verslag betreffende de begroting der pensioenen voor 1940.

Maar eens dit stelsel van de hand gewezen, blijft het vraagstuk evenwel in zijn geheel bestaan. Het is dringend het vraagstuk van de samenschakeling en van de vereenvoudiging van het regime der burgerlijke pensioenen opnieuw in studie te nemen.

Een Studiecommissie zou kunnen worden opgericht, waarin zouden zetelen afgevaardigden van de Regeering, specialisten terzake en afgevaardigden van de syndicale organisaties van het betrokken personeel.

Deze Commissie zou kunnen nagaan of het huidige stelsel — uitgestelde wedde — moet in voege blijven dan wel of het moet worden vervangen door een stelsel onder de toepassing waarvan de agenten moeten tusschenkomen in de kosten van hun pensioen.

Wat er ook van 'zij, een buitensporig ingewikkeld stelsel zooals datgene dat thans in voege is, kan niet blijven voortbestaan.

Onderstaande tabel, houdende opgave van het aantal pensioenen verleend van 1940 tot en met 1945, met opgave van het aantal pensioenen verleend wegens dienstjaren en het aantal pensioenen verleend vóór den normalen leeftijd van het rustpensioen wegens redenen van gebrekkelijkheden, toont voldoende aan dat er op dit gebied onduldbare misbruiken bestaan.

Wij zouden inlichtingen hebben willen verkrijgen over het getal dezer laatste pensioenen, verleend eensdeels aan de mannelijke agenten en anderdeels aan de vrouwelijke agenten.

Helaas, de statistieken van den dienst der pensioenen ontbreken desaan-gaande; want het is onloochenbaar dat de misbruiken hoofdzakelijk bestaan langs den kant der pensioenen verleend aan de vrouwelijke agenten.

Aantal pensioenen.

Jaar-tallen	Burgerlijke (buiten die voor het Rijksonderwijs)		Burgerlijke (Rijksonderwijs)		Gemeentelijke leeraars en onderwijzers		Geestelijken		Totaal	
	anciën-niteit	ziekte	anciën-niteit	ziekte	anciën-niteit	ziekte	anciën-niteit	ziekte	anciën-niteit	ziekte
1940	367	424	98	42	407	194	47	20	919	680
1941	504	588	128	26	428	194	49	40	1,109	848
1942	352	480	136	21	413	200	63	55	964	756
1943	556	433	105	36	414	170	43	39	1,118	678
1944	426	286	102	22	379	239	32	19	939	566
1945	512	390	140	14	692	359	57	21	1,401	784
	2,717	2,601	709	161	2,733	1,356	291	194	6,450	4,312

N. B. — Daar het onderwijzend personeel op 50- of 55- jarigen leeftijd kan gepensionneerd worden, is het aantal pensioenen wegens ziekte in deze categorie kleiner dan in de categorie van het Rijksper-soneel.

Dus, al kan het onderwijzend personeel in zijn geheel gepensionneerd worden op 50- of 55-jarigen leeftijd, toch bereiken de pensioenen wegens ziekte 2/3 van de anciënniteitspensioenen.

Dat misbruik komt ten eerste hieruit voort dat het pensioen wegens ziekte zoo gemakkelijk verleend wordt en is vervolgens te wijten aan het groote aantal invaliden van den oorlog 1914-1918, die in de kaders van de Administratie werden opgenomen.

In ieder geval, het schijnt, dat het pensioen slechts zelden wordt geweigerd; het volstaat pensioen te vragen om het te verkrijgen.

De Studiecommissie zal naar maatregelen moeten uitzien ter verhelping van die kwaal welke de Schatkist waarlijk uitvreet.

In weerwil van alle maatregelen, die zullen genomen worden, zal het aantal burgerlijke gepensionneerden in de eerstvolgende jaren nog toenemen als gevolg van de ontwikkeling der Administratie onmiddellijk na het einde van den oorlog 1914-1918 en wegens de daarmee samenhangende inflatie van het aantal personeelsleden in openbaren dienst.

Uit het vorenstaande blijkt dat de kwestie een aandachtig onderzoek verdient en dat het allernoodzakelijkst is, een voor de Staatsgelden minder drukkende regeling te zoeken en tegelijk voor het Staatspersoneel het recht te waarborgen om in zijn ouden dag een behoorlijk pensioen te genieten.

De Commissie, die eventueel zal belast worden met het onderzoek van het pensioenvraagstuk, zal zich eveneens moeten inlaten met de pensioenen van weduwen en wezen, die geheel ten laste zijn van het Rijkspersoneel, en die worden uitgetrokken op artikel 17 van de begrooting van ontvangsten en uitgaven voor orde.

MILITAIRE PENSIOENEN EN OORLOGSPENSIOENEN.

Dotatiefonds.

Het Dotatiefonds werd ingesteld bij koninklijk besluit n^o 482 van 22 Juli 1939, genomen krachtens de wet van 1 Mei 1939 waarbij aan den Koning zekere bijzondere machten worden verleend.

Het doel van deze instelling is omschreven in het verslag aan den Koning : « ...de verdeeling over een zeker aantal jaren van een afnemenden normalen last, waarvan het niet billijk noch onontbeerlijk is het maximaal gewicht op de eerstkomende begrootingsjaren te doen drukken ».

Wat de oorlogspensioenen betreft, is het Dotatiefonds belast met de financiering van de volgende uitgaven :

1^o de invaliditeitstrenten (uitgezonderd de toeslagen voor kinderen) op basis van 16 veranderlijke reeksen van het indexcijfer;

2^o de frontstreeprenten volgens de schaal van 23 Maart 1932;

3^o de toelagen aan burgerlijke oorlogsslachtoffers op den grondslag van 16 veranderlijke reeksen van het index-cijfer.

Om aan deze verplichtingen te kunnen voldoen heft het Fonds een vaste annuïteit ten laste van den Staat, die benoodigd is om in 35 jaar een kapitaal te delgen, gelijk aan de huidige waarde van die oorlogsrenten.

Daar de waarde van dat kapitaal op 11 milliard is bepaald, bedraagt de vaste annuïteit, berekend op den grondslag van 4.25 % dus 610 miljoen frank (art. 30 van het begrootingsontwerp voor 1945; art. 29 van de begrooting voor 1946).

Het Dotatiefonds stelt deze annuïteit ter beschikking van de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen, naarmate deze ze noodig heeft, en zulks ter betaling van de strikt beperkte bovenbedoelde uitgaven.

De Nationale Kas heeft evenwel nog andere uitgaven te betalen, onder meer de volgende :

- a) militaire anciënniteitspensioenen, met inbegrip van de wettelijke toeslagen;
- b) toeslagen voor kinderen, begrepen in de militaire invaliditeitspensioenen;
- c) het bedrag van de 17^e of 31^e reeks van het veranderlijke gedeelte boven de militaire invaliditeitspensioenen en de toeslagen aan burgerlijke oorlogsslachtoffers;
- d) het bedrag van de 10 % vermindering op de frontstreeprenten (afgeschaft in 1944);
- e) de renten in de nationale orden;
- f) de weduwen- en weezenpensioenen;
- g) de toelagen aan ascendenten;
- h) de dotatie aan kinderen van strijders;
- i) de speciale last ingevolge de wet van 15 Januari 1939 ten behoeve van burgerlijke oorlogsslachtoffers.

Deze sommen worden eerst dan ter beschikking van de Nationale Kas gesteld door het Dotatiefonds, wanneer dit Fonds het noodige bedrag van de Schatkist heeft ontvangen door uittrekking op de begrootingskredieten (artikel 6 van het koninklijk besluit van 22 Juli 1939). Te dien einde komt in artikel 29 van het begrootingsontwerp voor 1945 een krediet voor van 961,570,000 fr.; in artikel 28 van het begrootingsontwerp voor 1946 een krediet van 958,530,000 fr.

Dat alles betreft alleen de pensioenen, die voortvloeien uit den oorlog van 1914-1918. Het is duidelijk dat de geheele economie van die regeling geschokt zal worden door de dekking van de pensioenen, verschuldigd aan militaire en burgerlijke slachtoffers van den veldtocht 1940-1945.

Zoodra de administratie in staat zal wezen om bij benadering den last te berekenen die voortvloeit uit de jongste gebeurtenissen, zal de financiering door tusschenkomst van het Dotatiefonds moeten herzien worden.

In afwachting daarvan zijn de noodige kredieten in de begrooting voor 1945 reeds opgenomen in de artikelen 35 tot 39bis voor een bedrag van 362 miljoen frank, in de artikelen 33 tot 37 van de begrooting voor 1946 voor een bedrag van 397 miljoen frank.

De aanpassing van de sociale wetgeving zal overigens ook haar terugslag hebben op de werking van het Dotatiefonds.

DE LASTEN DER OORLOGSPENSIOENEN.

De kredieten uit hoofde der lasten van de oorlogspensioenen bedragen, volgens de ons voorgelegde begrotingen, 1,941,070,000 frank voor 1945 en 1,965,530,000 frank voor 1946. Dit bedrag zal vermoedelijk merkelijk dienen verhoogd voor de eerstvolgende dienstjaren.

Het vraagstuk is werkelijk angstwekkend : aan den eenen kant zijn er de rechten van de duizenden oudstrijders, leden van den weerstand, krijgsgevangenen, die invaliden zijn geworden in den loop van het volbrengen van hun vaderlandschen plicht; daar is de heilige schuld, die werd aangegaan door het land jegens deze dapperen; maar aan den anderen kant staan de begrensde mogelijkheden van de begroting.

In een gezonde en normale opvatting der zaken is de oplossing uiterst eenvoudig : Duitschland, oorzaak van deze ongelukken die ons verpletteren, zou den last der herstelbetalingen moeten dragen, met inbegrip van de pensioenen, voortvloeiende uit den oorlog. Dit ware enkel loutere rechtvaardigheid. Helaas, men weet wat deze opvatting heeft teweeggebracht na den oorlog 1914-1918.

Niettemin willen wij gelooven dat de Regeering geen inspanning zal onverlet laten opdat de kosten der oorlogspensioenen zouden begrepen worden in de eischen die België zal doen gelden in het Vredesverdrag.

Een scherper gevoel voor de werkelijkheid zet er ons evenwel toe aan, te wijzen op de noodzaak om van in den beginne te voorkomen, dat de talrijke misbruiken zich weer zouden voordoen, die in zake invaliditeitspensioenen na den oorlog 1914-1918 werden vastgesteld. Ongetwijfeld past het, dat de Regeering zich ruim toont bij de vergoeding van werkelijke invaliden; alle knoeierij moet worden buitengesloten, maar ook elk misbruik, elke verspilling van de openbare gelden, omdat zulks onvermijdelijk leidt tot inflatie en tot den ondergang van het Land.

Het is een feit, en uw verslaggever heeft het reeds herhaaldelijk aangeklaagd, dat na den oorlog 1914-1918 de wetgeving te vrijgevig is geweest en dat de toepassing mog vrijgeviger is geweest. Moet er herinnerd worden aan het percentage invaliden in verhouding tot het aantal strijders, die in 1931 nog in dienst waren : officieren, 82.53 %; geneesheeren, 91.30 % ?

Moet er aan herinnerd worden, dat reeds in 1925 tal van officieren, die een invaliditeitspensioen genoten, den militairen dienst verlaten hebben krachtens terbeschikkingstelling en een winstgevend baantje gevonden hebben in de nijverheid, den handel, de banken en de openbare diensten?

Reeds nu moet verhinderd worden, dat zulke misbruiken zich weer voordoen, en desnoods moet de wetgeving op de militaire pensioenen herzien worden. Eenige leden vestigen de aandacht van de Commissie op de jammerlijke traagheid bij de behandeling der pensioen-aanvragen, welke door strijders, krijgsgevangenen en politieke gevangenen van den oorlog 1940-1945 worden ingediend.

De formaliteiten dienen vereenvoudigd en de aanvragen binnen een zeer korten tijd behandeld te worden, zoodat aan burgers, die zich voor het Vaderland verdienstelijk hebben gemaakt, ellende en lijden bespaard worden.

PENSIOENEN VAN SOCIALE VOORZORG.

Verhooging van de ouderdoms- en weduwenrenten en van de weezentoelagen.

De wet van 15 December 1937 bepaald het regime van de ouderdomspensioenen. Dit is nu zoo ingewikkeld geworden dat de Regeering te recht, bij de besluiten van 4 Juni en 19 December 1945, heeft ingesteld :

a) een studiec ommissie voor de kwestie der ouderdomspensioenen en der pensioenen voor weduwen van werklieden en bedienden; b) een commissie ter bestudeering van de maatschappelijke zekerheid der buiten dienstverband staande arbeiders. Deze colleges hebben tot opdracht, nauwkeurige voorstellen te doen ten aanzien van de grondslagen, waarop deze twee onderscheiden wetgevingen zullen moeten opgebouwd worden.

Voorts heeft de Regeering, zonder op den uitslag van de werkzaamheden dezer commissies te wachten, op 2 Mei 1946 een wetsontwerp ingediend tot wijziging en aanvulling van de wet van 15 December 1937 (gedrukt stuk n^r 49 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers).

De Senaat zal dus het vraagstuk te behandelen krijgen en een nauwkeurig onderzoek kunnen instellen over een kwestie, die den arbeidenden stand becommert.

Aandeel van den Staat in de betaling van de ouderdomsrentetoeslagen.

De financiering van de toeslagen op ouderdoms- en weduwerenten en op de weezentoeslagen is geregeld bij koninklijk besluit n^r 16 dd. 22 Juli 1939 tot oprichting van het Dotatiefonds.

Tot voldoening aan de lasten, die aan het Dotatiefonds verbonden zijn, beschikt dit voor de verhoogde renten en weezentoeslagen over :

a) een jaarlijksche dotatie ten laste van den Staat ten bedrage van 1/3 van de toeslagen en toelagen, die in den loop van het jaar dienen te worden uitgekeerd;

b) een vaste annuïteit ten laste van den Staat en ten bedrage van 388 miljoen frank.

Zoolang de hierboven onder a) en b) bedoelde middelen ontoereikend zullen zijn ter financiering van het Dotatiefonds, zal de algemeene Spaar- en Lijfrentekas in die ontoereikendheid voorzien door beleggingsleeningen.

Daar de uitgaven, waarmee het Fonds voorziet in de financiering, wat de rentetoeslagen en de weezentoeslagen betreft, niet hooger mogen zijn dan die welke voorzien zijn krachtens de wetten, die op 1 Januari 1939 bestonden, zal de financiering van extra-uitgaven, voortvloeiende uit een wijziging van de wetgeving, geschieden door het Fonds, nadat dit het noodige bedrag van de Schatkist ontvangen heeft door uittrekking op de kredieten, welke te dien einde in de algemeene begrooting worden ingeschreven.

In 1945 bedroegen de werkelijke uitgaven als volgt :

I. Uitgaven te financieren door het Dotatiefonds.

(Besluitwet n^r 16 dd. 22 Juli 1939.)

Ouderdomsrentetoeslagen	fr.	472,668,505.32
Weduwerentetoeslagen en weezentoeslagen		98,895,502.06
Totaal.	fr.	571,564,007.38

II. Uitgaven rechtstreeks te financieren door de Schatkist

(art. 6 van de besluitwet dd. 22 Juli 1939)

Verdubbeling van den ouderdomsrentetoeslag	fr.	343,448,821.00
Verdubbeling van den weduwerentetoeslag en de weezentoeslagen		15,642,767.60
Totaal.	fr.	359,091,588.60

N.-B. De verdubbeling is voorzien bij de besluitwet van 27 October 1944.

Het aandeel van den Staat in de uitgaven, welke gefinancierd worden door het Dotatiefonds, werden beperkt tot 569 miljoen frank op grond waarvan het verschil tusschen dit cijfer en de werkelijke uitgave, zijnde 2,564,007.38 fr., gedekt werd door leening.

De Staat heeft verder voorzien in de financiering van de toevallige uitgave door verdubbeling van de rentetoeslagen en de weezentoeelagen, zijnde fr. 359,091,588.60, alsmede van de uitgave, voortvloeiende uit zijn bijdrage in de vestiging van de ouderdoms- en weduwenrenten, zijnde fr. 71,861,636.84.

Vragen en Antwoorden.

Hieronder geven wij de antwoorden op de vragen. Naar de verkregen inlichtingen wordt voorgesteld de percentages van het aanvullend ouderdomspensioen te brengen van 8,800 op 11,200 frank voor de gehuwden en van 5,900 op 7,500 frank voor de overigen. Het aanvullend overlevingspensioen wordt van 5,200 op 6,400 frank gebracht.

1^o Een ongehuwde vrouw, vrij verzekerd, geboren in 1881, die, sedert 1931, 120 frank per jaar gestort heeft, zal op 65-jarigen leeftijd ontvangen :

a) een ouderdomsrente van	fr. 303 00
b) een bijdrage van den Staat van	151 50
c) een ouderdomsrentetoeslag op basis van 200 %, zijnde 1400 × 2, evenwel voor zoover de betrokkene geen inkomsten heeft van meer dan 2,400 frank per jaar.	2,800 00
Totaal	fr. 3,254 50

2^o Een arbeider heeft gestort tot 50 jaar. Op dien leeftijd is hij thuis beginnen te werken en heeft hij verder gestort als vrij verzekerde.

Op 65-jarigen leeftijd zal hij ontvangen :

a) de rente gevormd door persoonlijke en patronale stortingen tot den leeftijd van 50 jaar alsmede door zijn stortingen als vrij verzekerde na dien leeftijd tot 65 jaar. De rente hangt af van den leeftijd van den betrokkene op het oogenblik dat hij verzekerd wordt, en van den omvang der stortingen;

b) de bijdrage van den Staat, vastgesteld op 50 % van de ouderdomsrente met een jaarlijksch maximum van 1,200 frank;

c) den ouderdomsrentetoeslag *na onderzoek* naar zijn bestaansmiddelen. Het bedrag van dien toeslag wisselt al naar het geboortjaar van den verzekerde.

Deze toeslag wordt uitgekeerd op basis van 200 %.

3^o Een arbeider heeft 15 jaar als mijnarbeider gewerkt; ten gevolge van ziekte heeft hij in het bouwbedrijf gewerkt; op 60-jarigen leeftijd heeft hij het werk neergelegd en heeft verzuimd voor zijn pensioen te storten. Op hoeveel pensioen heeft hij aanspraak op 65-jarigen leeftijd ?

Vooropgezet dat de betrokken arbeider geboren is in 1881 en dat hij in het bouwbedrijf gewerkt heeft sedert 1935, nadat hij uit de mijn gekomen is,

zal zijn toestand er als volgt uitzien op 65jarigen leeftijd, d.i. in 1946 :

a) de rente, gevormd door het gedeelte der voor zijn rekening gekapitaliseerde stortingen bij de Pensioenkas als mijnarbeider, zal toegevoegd worden aan de rente, die voortkomt uit de stortingen ingevolge de algemeene wet dd. 15 December 1937;

b) de bijdrage van den Staat zal hem verleend worden tot den hoogste 50 % van het bedrag dier renten, met een jaarlijksch maximum van 1,200 fr.;

c) wat de ouderdomsrentetoeslag betreft, is zijn toestand als volgt : Daar de stortingen als mijnarbeider in aanmerking komen voor de toekenning van den ouderdomsrentetoeslag, zal de betrokkene in orde zijn tot het verzekeringsjaar 1940/1941. Hoewel de betrokkene verzuimd heeft tot het 65^{ste} levensjaar (in 1946) te storten, zal hij toch in orde zijn. Immers, krachtens de besluitwet van 6 Juni 1945 zal hij geacht worden de voorgeschreven stortingen gedurende de oorlogsjaren te hebben verricht, namelijk wat hem betreft van 1941-1942 tot 1944/1945 inbegrepen. Aangezien daarenboven gedoogd wordt, dat de na 1879 geboren verzekerden drie stortingen verzuimen, zal de vastgestelde tekortkoming voor het jaar 1945/1946 geen hinderpaal zijn voor de toekenning van den ouderdomsrentetoeslag *zonder onderzoek* naar de bestaansmiddelen en zal hij dien verkrijgen op den grondslag van 2,500 frank per jaar, in de veronderstelling dat hij gehuwd is. Bij dezen toeslag zonder onderzoek van 2,500 frank komt nog van *ambtswege* het aanvullend ouderdomspensioen ter uitvoering van de wetgeving op de maatschappelijke zekerheid der arbeiders ten bedrage van 6,800 frank.

De betrokkene zal dus behalve zijn ouderdomsrente en de Staatsbijdrage een som ontvangen van $2,500 + 8,880 = 11,300$ frank per jaar.

4^o De weduwe van een gewezen arbeider, die voor eigen rekening is gaan werken en tot zijn overlijden heeft gestort, ontvangt een weduwerente en daarbij nog de Staatsbijdrage.

Is bovendien de echtgenoot geboren vóór 1907 dan wordt haar een weduwe-rentetoeslag verleend. Deze toeslag gaat van 540 tot 120 frank al naar het geboortjaar van den echtgenoot; de toeslag wordt uitgekeerd op den grondslag van 200 %.

Indien de verzekerde weezen beneden 16 jaar achterlaat, dan ontvangt de weduwe voor elk van hen een weezentoelage van 240 frank $\times$ 2 alsmede een aanvullende weezentoelage van 600 frank ten laste van het Fonds voor Weduwen en Weezen.

Een voorbeeld : als de man geboren was in 1895, en als er een wees is beneden 16 jaar, dan ontvangt de weduwe, behalve de weduwerente en de Staatsbijdrage, een som van 480 frank als weduwerentetoeslag (200 %) en een totale som van 1,080 frank voor de wees.

Voorts, indien de man als werkmán ten minste de helft van zijn stortingen heeft verricht, ontvangt de weduwe op 55-jarigen leeftijd een aanvullend overlevingspensioen van 4,200 frank per jaar.

In die veronderstelling wordt de weduwerentetoeslag slechts op basis van 100 % uitgekeerd. Behalve haar weduwerente en de Staatsbijdrage ontvangt zij dus een som van :

5,200 aanvullend overlevingspensioen;
 240 weduwerentetoeslag (100 %);
 480 weezentoelage (200 %);
 + 600 aanvullende weezentoelage;

Zijnde in totaal 6,320 frank per jaar.

5° Hoeveel bedraagt het pensioen :

a) van een hand- of geestesarbeider voor wien wettelijke stortingen werden verricht ?

b) van een buiten dienstverband staanden arbeider ?

c) van personen zonder beroep, die wettelijke stortingen hebben verricht ?

Buiten de ouderdomsrente, vermeerderd met de Staatsbijdrage, krijgt de arbeider de in onderstaande tabel opgegeven voordeelen :

Geboortjaar van den verzekerde	BURGERLIJKE STAAT A = gehuwd B = ongehuwd, in weduw- staat, uit den echt geschei- den of ge- scheiden van tafel en bed	LOONTREKKENDEN : arbeiders of bedienden		Buiten dienstverband staande arbeiders of vrije verzekerden Ouderdomsrente- toeslag na onderzoek naar de bestaans- middelen 200 % (maximum-bedrag)
		Ouderdoms- rentetoeslag zonder onderzoek naar de bestaansmiddelen 100 %	Aanvullend ouderdoms- pensioen	
1867 tot 1869	A	3,200 +	8,800	6,400
	B	2,100 +	5,900	4,200
1870 tot 1871	A	3,100 +	8,800	6,200
	B	2,000 +	5,900	4,000
1872/1873	A	3,000 +	8,800	6,000
	B	1,900 +	5,900	3,800
1874 tot 1875	A	2,900 +	8,800	5,800
	B	1,800 +	5,900	3,600
1876	A	2,800 +	8,800	5,600
	B	1,700 +	5,900	3,400
1877	A	2,700 +	8,800	5,400
	B	1,600 +	5,900	3,200
1878/79/80	A	2,600 +	8,800	5,200
	B	1,500 +	5,900	3,000
1881	A	2,500 +	8,800	5,000
	B	1,400 +	5,900	2,800

HET PENSIOEN DER MIJNWERKERS.

Het stelsel der mijnwerkerspensioenen heeft in 1944 en 1945 verscheidene, en naar ons oordeel gelukkige, wijzigingen ondergaan.

Wij achten het dan ook nuttig in dit verslag op te geven niet alleen de lasten die op den Staat rusten, doch tevens alle inlichtingen betreffende het thans van kracht zijnde stelsel van maatschappelijke zekerheid voor de mijnwerkers, hun weduwen en weezen.

Bedrag der sommen in 1945 uitgekeerd in uitvoering van de speciale wet der mijnwerkers.

Aan de bejaarde arbeiders	fr. 495,012,956	55
Aan de invalide arbeiders	182,733,929	44
Aan de weduwen (ouderdom en overleving).	178,862,820	99
Aan de weezen	6,253,169	30
	Fr. 862,862,876	28

De lasten voor 1946.

De geraamde lasten voor 1946 zijn :

Voor den Staat : Fr. 680,000,000 (zeshonderd tachtig miljoen);

Voor het Nationaal Fonds : a) Fr. 215,000,000 voor pensioenen,

b) Fr. 75,000,000 voor steenkolen,

c) Fr. 80,000,000 gestort voor de kapitalisatie.

Bedrag der bijdragen.

Werkgeversbijdragen voor 1945	fr. 606,482,625	99
Werknemersbijdragen voor 1945 :	{ 246,087,199	22
	{ 6,266,997	58

In 1944 bedroegen de verzekeringsbijdragen 6.5 t. h. ten laste van de werkgevers en 4.5 t. h. ten laste van de werknemers, zijnde in totaal 11 t. h.

Onder het stelsel van de besluitwet van 8 Mei 1945 zijn de verzekeringsbijdragen, met ingang van 1 Februari 1945, voor de in de koolmijnen tewerkgestelde ondergrondse arbeiders vastgesteld op 29.5 % van de loonen, zijnde 21.5 % voor de werkgevers en 8 % voor de arbeiders.

Voor de overige arbeiders zijn zij vastgesteld op 25.5 % van de loonen, zijnde 17.5 % ten laste van de werkgevers en 8 % ten laste van de arbeiders.

Deze bijdragen dekken de ouderdoms- en overlevingsverzekering, de verzekering tegen ziekte en invaliditeit, de werkloosheid, het betaald verlof en verzekeren het genot van de gezinstoelagen.

Bovendien wordt, sinds 1 Januari 1946, een bijkomende bijdrage van 1 1/2 %, uitsluitend ten laste van de werkgevers, gestort aan het Nationaal

Pensioenfonds dat deze aan het Nationaal Fonds voor huishoudelijke wederuitrusting overmaakt.

Tusschenkomst van den Staat.

De tusschenkomst van den Staat in de toepassing van de speciale wet van 1945 beloopt fr. 584,232,630.70.

Aantal personen die het voordeel van de speciale wet van 31 December 1945 genieten.

Bejaarde arbeiders	37,256
Invalide arbeiders	12,848
Weduwen gepensionneerd wegens ouderdom.	16,486
Weduwen met overlevingspensioen	12,709
Kinderen en weezen.	6,251
Echtgenooten.	88
Totaal.	85,638

Voordeelen voorzien bij de huidige wet op de mijnwerkerspensioenen (besluiten van 8 Mei 1945 en 21 September 1945).

A. — Normale pensioenen, bejaarden minstens 30 jaar dienst.

1^o Gehuwde ondergrondsche arbeiders, gepensionneerden : fr. 15,000 + 300 fr. per jaar dienst boven de 30 jaar;

Gehuwde bovengrondsche arbeiders, 30 jaar dienst : fr. 12,300 + 150 frank per jaar dienst boven de 30 jaar;

2^o Ongehuwde ondergrondsche arbeiders, 30 jaar dienst : fr. 10,000 + 200 frank per jaar dienst boven de 30 jaar;

Ongehuwde bovengrondsche arbeiders, 30 jaar dienst : fr. 8,200 + 100 frank per jaar dienst boven de 30 jaar.

Er wordt voorgenomen deze bedragen heel binnenkort te wijzigen, in den zin van een verhooging.

Voorwaarden van toekenning :

- a) in de mijn werkzaam zijn op den wettelijken voor het pensioen vereischten leeftijd;
- b) voor den arbeider, die in den loop van de laatste tien jaren, meer dan een jaar buiten de mijnen gewerkt heeft, het bewijs leveren dat hij in den loop van het laatste jaar 264 arbeidsdagen gewerkt heeft;
- c) den leeftijd van 55 jaar bereikt hebben voor de ondergrondsche arbeiders, van 60 jaar voor de bovengrondsche arbeiders.

Afwijkingen van voorwaarde a) :

Wordt beschouwd als werkzaam in de mijn zoo hij minstens dertig jaar dienst telt : de titularis van een invaliditeitspensioen, de door een ongeval getroffenene, de onvrijwillige werklooze die slachtoffer is van een economische crisis, de vaste secretarissen van de centrale syndicale mijnwerkersorganisatie die de mijn verlaten hebben om dit ambt te vervullen.

Afwijkingen van voorwaarde c) :

De ondergrondsche arbeider — 30 jaar ondergrondschen dienst — kan zijn pensioen nemen welke ook zijn leeftijd is.

Bedrag van het vervroegd pensioen : gehuwden, 15,000 + 700 frank per jaar dienst boven 30 jaar; de 700 frank worden tot 1,300 frank opgevoerd voor de kolenhouters en de steenhouters.

Ongehuwden : 10,000 + 460 frank per jaar dienst boven 30 jaar. De 460 frank worden verhoogd tot 860 frank voor de kolenhouters en de steenhouters.

De gehuwde gepensionneerde arbeiders die een totaal van 30 jaar dienst hebben, hetzij onder den grond, hetzij boven den grond, genieten een pensioen van 3,504 frank als zij blijven werken.

De ongehuwden, weduwnaars of gescheidenen krijgen een pensioen van 2,400 frank.

Wordt beschouwd als nog werkzaam hij die uit hoofde van zijn persoonlijken arbeid een loon ontvangt dat hooger is dan 720 frank per maand.

Dit bedrag van 720 frank zal tot 1,000 frank verhoogd worden van 1 Juli 1946 af, wanneer de beslissing in dien zin door den Raad van Beheer van het Nationaal Pensioenfonds van de mijnwerkers, door een besluit van den Regent zal goedgekeurd zijn.

De gepensionneerden aangeworven als leiders van in de mijnen tewerkgestelde Duitsche krijgsgevangenen, worden beschouwd als niet meer werkzaam (besluit-wet van 21 September 1945).

B. — Proportioneel pensioen voor 20 tot 29 jaar mijndiensten.

1^o Gehuwde ondergrondsche arbeiders : 11,000 + 300 frank per jaar dienst boven de 20 jaar;

Gehuwde bovengrondsche arbeiders : 10,000 + 150 frank per jaar dienst boven de 20 jaar;

2^o Ongehuwde, in weduwstaat zijnde of gescheiden ondergrondsche arbeiders : 7,320 + 200 frank per jaar dienst boven de 20 jaar;

Ongehuwde, in weduwstaat zijnde of gescheiden bovengrondsche arbeiders : 6,600 + 100 frank per jaar dienst boven de 20 jaar.

Deze bedragen zullen binnenkort verhoogd worden.

Voorwaarden van toekenning :

a) Werkzaam zijn op den wettelijken leeftijd vereischt voor het pensioen;

b) Den leeftijd van 55 jaar bereikt hebben, voor de ondergrondsche arbeiders, 60 jaar voor de bovengrondsche arbeiders;

c) Minstens 1,584 arbeidsdagen uitgevoerd hebben gedurende de laatste 10 jaar, waarvan 264 tijdens het laatste jaar.

Afwijkingen van voorwaarde a) :

Zelfde afwijkingen als hierboven voor het normaal pensioen, behalve dat de betrokkene slechts moet bewijzen 20 jaar dienst te hebben.

C. — Invaliditeitspensioen.

Bedrag : 50 % van 300 maal het dagloon verdiend gedurende de laatste vier weken vóór het begin van de ziekte.

Zoo de betrokkene 20 jaar ondergrondschen dienst heeft, zal de in rekening te brengen bezoldiging diegene zijn welke hij gedurende de laatste 4 weken van zijn tewerkstelling onder den grond verdiend heeft (besluitwet van 21 September 1945).

Het pensioen van een ongehuwde, weduwnaar of gescheidene, zonder kind ten laste, is gelijk aan $\frac{2}{3}$ van het pensioen van een gehuwde.

Voorwaarden :

1^o Het bewijs leveren van 10 tot 20 jaar dienst, volgens den leeftijd van den betrokkene, behoudens wanneer de betrokkene, sedert den aanvang zijner loopbaan, niet buiten de mijnen is werkzaam geweest ;

2^o Niet werkzaam zijn geweest op den leeftijd van 60 jaar ;

3^o Minstens 150 dagen gewerkt hebben tijdens het laatste jaar, indien de betrokkene, sedert zijn eerste tewerkstelling in de onder de wet vallende bedrijven, buiten de mijnen is werkzaam geweest.

D. — Weduwepensioenen.

OVERLEVINGSPENSIOEN.

Als de echtgenoot geen 30 jaar mijndienst telde, 1,344 frank.

Als de echtgenoot 30 jaar dienst telde, 1,920 frank.

Op 55 jaar ontvangt de weduwe een pensioen bestaande uit de rente, den rentebijslag, bij de wet gevoegde tabel II, en een extra-pensioen van 4,200 fr. (besluitwet van 21 September 1945).

Voorwaarden :

a) weduwe zijn van een mijnwerker die, bij zijn overlijden, werkzaam was in de mijn of gepensionneerd of pensionneerbaar was voor ziekte of invaliditeit ;

b) de echtgenoot moet minstens 1 jaar dienst verricht hebben in de aan de wet onderworpen bedrijven, behoudens in geval van overlijden ten gevolge van een ongeval.

OUDERDOMSPENSIOEN.

Bedrag : $1/2$ van het pensioen dat de echtgenoot bij zijn overlijden genoot, of dat hij zou genoten hebben indien hij tot den voor het pensioen vereischten leeftijd had geleefd.

Voorwaarden :

- a) den leeftijd van 60 jaar bereikt hebben;
- b) weduwe zijn van een voor ouderdom of invaliditeit gepensionneerd of pensionneerbaar mijnwerker of die, op het oogenblik van zijn overlijden, werkzaam was in een aan de wet onderworpen bedrijf of afgedankt ten gevolge van een economische crisis of het opgeven van een bedrijf;
- c) minstens 10 jaar met een mijnwerker gehuwd zijn geweest, zelfs door opeenvolgende huwelijken.

Algemeene bepaling : Het voordeel van elk pensioen, behalve de renten, wordt onttrokken aan belanghebbenden die door het Belgisch gerecht of door het gerecht van een geallieerd land werden veroordeeld wegens verraad, defaïtisme of incivisme van om het even welken aard. (Besluitwet dd. 21 September 1945.)

E. — Kostelooze kolen.

Jaarlijks worden 3,400 kgr. kolen verstrekt ten laste van het Nationaal Fonds aan gepensionneerden, bejaarden, invaliden en gepensionneerde weduwen wegens ouderdom indien hun pensioen verleend wordt in functie van ten minste dertig jaren mijndienst.

Aan oude, invalide gepensionneerden, die ten minste dertig jaren dienst hebben, bedraagt de kolenverstrekking $1/30^e$ van 3,400 kgr., vermenigvuldigd met het aantal jaren dienst in de koolmijnen.

Zelfde verhouding voor hun weduwen.

De kolen worden verstrekt aan de weduwen die op een overlevingspensioen gerechtigd zijn en op 60-jarigen leeftijd van het ouderdomspensioen zullen genieten (besluit van 8 Mei 1945).

Het Nationaal Fonds verleent ten slotte het voordeel van 3,000 kgr. kolen per jaar aan de zieke arbeiders, van de 7^e tot de 12^e maand dat zij van de vergoeding wegens primaire werkonbekwaamheid genieten (besluitwet van 21 September 1945).

F. — Weezentoelagen.*1^o Vaderlooze weezen :*

Bedrag : 1,008 frank per kind voor elk van de eerste vier kinderen;
1,152 frank per kind voor elk van de eerste vijf kinderen;
1,296 frank per kind voor elk van de eerste zes kinderen;
1,440 frank per kind voor elk van de eerste zeven kinderen;
1,584 frank per kind voor elk van de eerste acht kinderen en meer.

2° Ouderlooze weezen :

Bedrag : 1,584 frank per wees.

Voorwaarden : Het kind, ongeacht of het wettelijk, natuurlijk, in rechte of in feite aangenomen is, moest effectief ten laste zijn van den echtgenoot op het oogenblik van dezes overlijden.

Toekenning der rentetoeslagen.

De ouderdomsrentetoeslagen worden verleend in het licht van de elementen die voorkomen in de bij de wet gevoegde tabel I. Hun bedrag vermindert volgens het geboortejaar van den gepensionneerde.

De weduwerentetoeslagen (overleving) worden verleend in het licht van de elementen voorkomende in de bij de wet gevoegde tabellen II en II*bis*; hun bedrag vermindert volgens het geboortejaar van den verzekerde.

Deze rentetoeslagen ten laste van den Staat zijn begrepen in het bedrag der hierboven vermelde pensioenen.

* * *

In bijlage onderzoeken wij onder de rubriek « Rechtspraak » den toestand van de aangenomen klerken van de fiscale besturen.

Uw Commissie uit den wensch dat er, bij het opmaken van het ontwerp van begrooting van Pensioenen voor het dienstjaar 1947, zou rekening gehouden worden met de in dit verslag gemaakte suggesties en opmerkingen.

De begrooting voor 1945 werd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangenomen met 98 tegen 3 stemmen en 80 onthoudingen. Die voor 1946 met 98 tegen 83 stemmen.

Uw Commissie stelt, met 9 tegen 5 stemmen, den Senaat voor deze begrotingen aan te nemen.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
A. DOUTREPONT.

De Voorzitter,
CYR. VAN OVERBERGH.

B I J L A G E N**Rechtspraak.****DE TOESTAND DER AANGENOMEN KLERKEN VAN DE FISCALE BESTUREN.**

Naar luid van het gewijzigd artikel 6 der wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke pensioenen « kunnen rechten op het pensioen verleen en : de burgerlijke en gerechtelijke diensten bewezen sedert den leeftijd van 19 jaar tengevolge van benoemingen gedaan in uitvoering der wetten of uitgaande van de Regeering en bezoldigd door de Openbare Schatkist ».

Twee voorwaarden worden dus vereischt : een regelmatige benoeming en een bezoldiging ten laste van de Openbare Schatkist.

De rechtspraak is steeds zeer streng geweest bij de toepassing van deze bepaling. Nochtans, sedert enkele jaren, valt er een zekere evolutie te bespeuren. Aldus werd de geldigheid erkend van de diensten bewezen ten tijdelijken titel of bij wijze van proef, van het oogenblik dat zij gevolgd worden door een vaste benoeming en bijaldien de twee bovenbedoelde voorwaarden vervuld zijn.

Ten slotte werd er geoordeeld :

1^o door de rechtbank van eersten aanleg te Brussel, dat de diensten bewezen vóór 1 Januari 1900 in hoedanigheid van klerk-griffier bij een rechtbank van koophandel moesten in aanmerking worden genomen voor de berekening van het pensioen, terwijl nochtans de betaling van de bezoldiging van klerk-griffier vooreerst geschiedde door middel van de emolumenten geïnd door de griffiers der rechtbanken van koophandel en vervolgens door middel van de vergoedingen verleend om de griffiekosten te dekken, dus onrechtstreeks ten laste van de Openbare Schatkist;

2^o door de rechtbank van eersten aanleg te Luik, dat de diensten van bode bij een rechtbank van eersten aanleg verstrekt vóór 1 Juli 1920 recht gaven op het pensioen als agent van den Staat, ofschoon vóór 1 Juli 1920 de bezoldiging van deze agenten werd gedragen door de provinciale begrotingen.

Deze vonnissen werden bekrachtigd door het arrest van het Hof van Verbreking dd. 4 April 1940 dat aldus heeft aanleiding gegeven tot een nieuwe evolutie in de rechtspraak.

Sedertdien werden nog in aanmerking genomen de diensten bewezen als aangenomen directieklerk, verzender bij het bestuur der belastingen, dit tengevolge van bovenbedoeld arrest van verbreking.

Maar daarentegen wijst de rechtspraak nog steeds af de aangenomen klerken van de inspecteurs, controleurs en ontvangers die men enkel wil beschouwen als particuliere klerken van deze ambtenaren en die door de directeurs enkel worden aangenomen en niet benoemd, die bovendien niet bezoldigd zijn, maar een eenvoudig hulpgeld ontvangen ten laste van een vergoeding toegekend aan de ambtenaren.

Zij wijst eveneens van de hand de diensten van aangenomen klerk bij het Bestuur der Registratie.

Het Hof van Beroep te Luik heeft nog in dezen zin uitspraak gedaan op 14 Februari 1944. Het oordeelt dat « de aangenomen klerken eenvoudige particuliere helpers zijn van de ontvangers en dat hun verplichte aanneming door den directeur der registratie hun niet de hoedanigheid van Staatsbediende verleent; aan den anderen kant, dat de bezoldiging hun toegekend door de rekenplichtigen op een gedeelte van kortingen waarvan deze laatsten het gebruik niet hoeven te rechtvaardigen, niet kan worden beschouwd als een bezoldiging ten laste van de Openbare Schatkist »

Deze rechtspraak schijnt ons ten zeerste onrechtvaardig. Men moet wel toegeven dat de beslissingen, die gunstig zijn voor de agenten, veeleer gesteund zijn op de billijkheid dan op een strenge toepassing van den wetstekst; maar zoo dit het geval is, vraagt men zich af om welke redenen de rechtspraak niet een stap vooruit kan doen. Het verschil tusschen de aanneming en de benoeming is zeer subtiel, want de eerste wordt voorzien in het organiek besluit en gaat dus uit van de Regeering door middel van een opdracht. Aan den anderen kant, is de bezoldiging ten laste van kortingen of van een vergoeding of van een toelage verleend aan de ambtenaren, een onrechtstreeksche betaling ten laste van de Openbare Schatkist en zij beantwoordt beter aan den wensch van artikel 6 dan de bezoldiging ten laste van de provinciale begrotingen, waarvan de geldigheid nochtans door het Hof van Verbreking werd aangenomen.

Dit vraagstuk zou dienen herzien door het Ministerie van Financiën.

Uw Commissie dringt aan opdat voldoening worde geschonken aan deze agenten.